

Programme  
des Nations Unies  
pour le Développement



Ministère du Développement Rural

**DAPS**

---

## **Etudes sur les conditions de vie des ménages ruraux (ECVR)**

---

**ZONE VII**

**PROFIL DE LA PAUVRETE RURALE  
ET CARACTERISTIQUES  
SOCIO-ECONOMIQUES  
DES MENAGES RURAUX  
DE LA ZONE DE LA DEPRESSION**

*Fevrier 1996*

République du Bénin

## **AVANT-PROPOS**

*Ce document a été rédigé en version préliminaire par Monsieur Nazaire Ehoumi puis finalisé par Messieurs Sylvain Larivière, Frédéric Martin et Ambroise Agbota Consultants PNUD et Raphaël Dansou de la DAPS/MDR sous la supervision de Messieurs Gilbert Ako et Djibrina Barry de l'Unité Economique du PNUD. Le traitement informatique des données a été effectué par Monsieur Félix Sessou Consultant national en Informatique du PNUD.*

*S'inscrivant dans le cadre des activités de l'observatoire sur les ménages ruraux, le présent document est le fruit des réflexions et concertations régulières et périodiques de nombreux cadres des directions techniques et des directions de la programmation, du suivi et de l'évaluation (DPSE) des six CARDER du Ministère du Développement Rural (MDR), des cadres de la cellule technique de la Dimension Sociale du Développement (DSD) et de l'INSAE du Ministère du Plan et de la Restructuration Economique(MPRE), de la Direction de la Promotion de l'Emploi (DPE), des consultants internationaux et nationaux avec le soutien technique et financier du PNUD et de l'UNICEF.*

*Ont participé à ces séances de travail, de revue mi-parcours et d'analyse des résultats de chacun des quatre passages :*

*- Messieurs les auteurs de ce document;*

*- Messieurs André Ganmavo, Yves Ajavon, Etienne Akpamoli, Emmanuel Foudah et Sossou Biadja Grégoire de la DAPS/MDR; Messieurs Pierre Basso et Bio Sourokou du CARDER Atacora; Messieurs Claude Adamazè, Toussaint Agbodémakou et Mesdames Omalara Adjadji et Lawani Alice du CARDER Atlantique; Messieurs Antonin Alavo et Bio Tabé du CARDER Borgou; Messieurs Frédéric Biaou et Donatien Zola du CARDER Mono; Messieurs Salomon Jekinnou et Sèidi Sahabi du CARDER Ouémé; Messieurs Bonaventure Kouakanou et Hilaire Kotomalè du CARDER Zou; Messieurs Sylvestre Djogbénou de la DAGRI, Ibouaïma Tiamiyou de la DANA et cyprien Sonon de l'ONASA;*

*- Mesdames Eléonore Soglo et Ramatou Osséni, Messieurs Christophe Migan et Isidore Hounghédji de la DPE/MTEAS;*

*- Messieurs Martin Gibril, Moussiliou Moustapha, Martin Laourou de l'INSAE; Messieurs Boukary et Ahyi de la DSD/MPRE;*

*- Messieurs Karim Andélé, Mohamed Cissé, Andrée Cossi et Souleymane Diallo de l'UNICEF.*

*Les auteurs tiennent à remercier Madame Anne Floquet et Messieurs Roch Mongbo, Michel Ahohoukpanzon, Maurice Bankolé et Guillaume Hounsou-vè pour leurs commentaires et apports qui ont permis d'améliorer le contenu du document. Les remerciements vont également vers les nombreux enquêteurs et contrôleurs, le personnel du projet BEN/87/023 "Planification macro-économique, sectorielle et régionale " du PNUD et tous les membres des nombreux ménages ruraux qui se sont prêtés à l'investigation.*

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>i</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
 <b>I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE .....</b>	 <b>3</b>
1.1 Délimitations .....	3
1.2 Caractéristiques démographiques .....	3
1.3. Caractéristiques agro-écologiques .....	3
1.4. Infrastructures socio-économiques des villages de la zone .....	4
1.5. Organisations paysannes .....	5
 <b>II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE .....</b>	 <b>7</b>
2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale .....	7
2.2. Indicateurs de la pauvreté rurale .....	8
2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base .....	8
2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire .....	10
2.2.3. Incidence de la pauvreté globale .....	11
2.2.4. Ratio de déficit des dépenses. ....	12
2.2.5. Coefficient de contribution .....	12
2.2.6. Pauvreté conjoncturelle et structurelle .....	13
 <b>III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX .....</b>	 <b>14</b>
3.1. Caractéristiques démographiques des ménages ruraux .....	14
3.2. Emplois des ménages ruraux .....	15
3.3. Revenus des ménages ruraux par source. ....	18
3.4. Dépenses globales des ménages ruraux .....	21
3.5. Dépenses alimentaires des ménages ruraux .....	23
3.6. Dépenses non alimentaires des ménages ruraux .....	28
3.7. Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux	30
3.7.1. Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans selon la classification de Waterlow .....	30

3.7.2. Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans .....	33
3.7.3. Utilisation des services socio-sanitaires .....	33
3.8. Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux .....	35
3.9. Patrimoine des ménages ruraux .....	39
<b>IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES</b>	<b>43</b>
4.1 Difficultés des chefs de ménages-hommes et des femmes en milieu rural . . .	43
4.2 Difficultés des ménages ruraux pauvres et non pauvres .....	44
4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non pauvres .....	46
<b>V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA</b>	<b>52</b>
5.1. L'évolution des prix sur les marchés ruraux .....	52
5.2. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux .....	52
5.3. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation non-alimentaire des ménages ruraux .....	53
5.4. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production vivrière des ménages ruraux .....	53
5.5. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production des cultures de rente des ménages ruraux .....	54
5.6. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux .....	55
5.7. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de commerce des ménages ruraux .....	55
5.8. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la solidarité communautaire des ménages ruraux .....	56

## LISTE DES TABLEAUX

	<b>Pages</b>
Tableau 1.1 a Infrastructures socio-économiques des villages de la zone de la dépression	5
Tableau 1.1 b Infrastructures socio-économiques des villages de la zone de la dépression	5
Tableau 1.2 Organisations paysannes de la zone de la dépression	6
Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté rural de la zone de la dépression	7
Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone de la dépression en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire	11
Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone de la dépression en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale	12
Tableau 2.4 Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG	12
Tableau 2.5 Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contri- bution de la zone à la pauvreté rurale nationale	12
Tableau 2.6 Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone de la dépression par passage	13
Tableau 2.7 Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone de la dépression	13
Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone de la dépression	15
Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone de la dépression	15
Tableau 3.2 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural de la zone de la dépression	16
Tableau 3.3 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone de la dépression	17
Tableau 3.4 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone de la dépression	18
Tableau 3.5 Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage de la zone de la dépression	18
Tableau 3.6 Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage non pauvre de la zone de la dépression	20
Tableau 3.7 Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage pauvre de la zone de la dépression	21

<b>VI.</b>	<b>ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE . . . . .</b>	<b>57</b>
6.1.	Principes directeurs . . . . .	57
6.2.	Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux . . . . .	57
6.3.	Deuxième domaine d'intervention: l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux . . . . .	62
6.4.	Troisième domaine d'intervention: Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale. . . . .	65
6.5.	Quatrième domaine d'intervention: la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural . . . . .	67

Tableau 3.8	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural de la zone de la dépression	22
Tableau 3.9	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural non pauvre de la zone de la dépression	23
Tableau 3.10	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural pauvre de la zone de la dépression	23
Tableau 3.11	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone de la dépression	23
Tableau 3.12	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone de la dépression	24
Tableau 3.13	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone de la dépression	25
Tableau 3.14	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural de la zone de la dépression	25
Tableau 3.15	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural non pauvre de la zone de la dépression	26
Tableau 3.16	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural pauvre de la zone de la dépression	26
Tableau 3.17	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural de la zone de la dépression	27
Tableau 3.18	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural non pauvre de la zone de la dépression	27
Tableau 3.19	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural pauvre de la zone de la dépression	27
Tableau 3.20	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural de la zone de la dépression	28
Tableau 3.21	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone de la dépression	29
Tableau 3.22	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone de la dépression	29
Tableau 3.23	Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone de la dépression selon la classification de Waterlow	31
Tableau 3.24	Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone de la dépression selon le sexe au cours des deux derniers passages	32

Tableau 3.25	Etat nutritionnel des enfants de la zone de la dépression selon les catégories socio-économiques	32
Tableau 3.26	Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone de la dépression	33
Tableau 3.27	Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone de la dépression selon le sexe au cours des deux derniers passages	33
Tableau 3.28	Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone de la dépression au cours des deux derniers passages	34
Tableau 3.29	Recours aux soins de santé des membres de ménages selon les différentes catégories socio-économiques de la zone de la dépression	35
Tableau 3.30	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone de la dépression dans différentes catégories socio-économiques	36
Tableau 3.31	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone de la dépression selon le sexe des membres	37
Tableau 3.32	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone de la dépression selon le sexe de l'enfant	38
Tableau 3.33	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone de la dépression selon le sexe de l'enfant	38
Tableau 3.34	Raisons de non scolarisation des enfants des ménages de la zone de la dépression selon le sexe	39
Tableau 3.35	Nombre moyen et pourcentage des maisons selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	40
Tableau 3.36	Nombre moyen des installations fixes selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	40
Tableau 3.37	Nombre moyen par type d'équipement agricole possédé par le ménage rural de la zone de la dépression	41
Tableau 3.38	Nombre moyen par type d'équipement ménager possédé par le ménage rural de la zone de la dépression	41
Tableau 3.39	Nombre moyen par espèce d'animaux possédé par le ménage rural de la zone de la dépression	42
Tableau 4.1	Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes	44
Tableau 4.2	Principales difficultés citées par les femmes	44
Tableau 4.3	Principales difficultés citées par les ménages non pauvres	45



Tableau 4.4	Principales difficultés citées par les ménages pauvres	46
Tableau 4.5	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres	47
Tableau 4.6	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres	48
Tableau 5.1	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone	53
Tableau 5.2	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone	53
Tableau 5.3	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone de la dépression	54
Tableau 5.4	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone de la dépression	54
Tableau 5.5	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone de la dépression	54
Tableau 5.6	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone de la dépression	55
Tableau 5.7	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone de la dépression	55
Tableau 5.8	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone de la dépression	55

Tableau 5.9	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone de la dépression	56
-------------	---	----

## **LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES**

Graphique 2.1	Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non alimentaire au niveau de la zone de la dépression	8
Graphique 2.2	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales par trimestre dans la zone de la dépression	10
Graphique 2.3	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales par trimestre dans la zone de la dépression	11
Graphique 3.1	Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone de la dépression selon les différentes activités	16
Graphique 3.2	Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone de la dépression selon les catégories socio-économiques	17
Graphique 3.3	Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone de la dépression	19
Graphique 3.4	Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone de la dépression	19
Graphique 3.5	Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux de la zone de la dépression	20
Graphique 3.6	Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages ruraux de la zone de la dépression	21
Graphique 3.7	Evolution des dépenses de consommation alimentaires et non alimentaires des ménages ruraux de la zone de la dépression	22
Graphique 3.8	Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone de la dépression	24
Graphique 3.9	Structure des dépenses de consommation non alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone de la dépression	29
Graphique 3.10	Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel au niveau de la zone de la dépression	30
Graphique 3.11	Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés au niveau de la zone de la dépression	31

Graphique 3.12 Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone de la dépression	35
Graphique 3.13 Répartition des membres des ménages ruraux de la zone de la dépression selon leur niveau d'éducation	36
Graphique 3.14 Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux de la zone de la dépression selon le sexe	37
Graphique 3.15 Taux de scolarisation des enfants de la zone de la dépression selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux	38
Graphique 3.16 Raisons de non scolarisation des enfants de la zone de la dépression	39
Graphique 5.1 Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone de la dépression	52
Figure 6.1 Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale	58
Figure 6.2 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux	62
Figure 6.3 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	65
Figure 6.4 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale	67
Figure 6.5 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	68

## **LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES**

<b>APV:</b>	<b>Agent Polyvalent de vulgarisation ( ex AVA: Agent de Vulgarisation Agricole)</b>
<b>CARDER:</b>	<b>Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural</b>
<b>CCS:</b>	<b>Centre Communal de Santé</b>
<b>CLCAM:</b>	<b>Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle</b>
<b>DANA:</b>	<b>Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée</b>
<b>DSA:</b>	<b>Dimensions Sociales de l'Ajustement</b>
<b>DTC3:</b>	<b>Troisième dose du vaccin contre la Diphtérie, le Tétanos et la Coqueluche</b>
<b>EBC:</b>	<b>Enquête Budget Consommation</b>
<b>ECVR:</b>	<b>Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux</b>
<b>EPPR:</b>	<b>Etude sur les Perceptions de la Pauvreté en milieu Rural</b>
<b>FAO:</b>	<b>Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture</b>
<b>IEC:</b>	<b>Information, Education et Communication</b>
<b>INSAE:</b>	<b>Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique</b>
<b>MDR:</b>	<b>Ministère du Développement Rural</b>
<b>ONG:</b>	<b>Organisation Non Gouvernementale</b>
<b>PAM:</b>	<b>Programme Alimentaire Mondial</b>
<b>PDRI:</b>	<b>Projet de Développement Rural Intégré</b>
<b>PNUD:</b>	<b>Programme des Nations Unies pour le Développement</b>
<b>PPSA:</b>	<b>Projet Pilote de Sécurité Alimentaire</b>
<b>SIBC:</b>	<b>Système d'Information à Base Communautaire</b>
<b>SNV:</b>	<b>Service Néerlandais des Volontaires</b>
<b>SPA:</b>	<b>Seuil de Pauvreté Alimentaire</b>
<b>SPG:</b>	<b>Seuil de Pauvreté Global</b>
<b>SPNA:</b>	<b>Seuil de Pauvreté Non Alimentaire</b>

<b>TRO:</b>	<b>Thérapie de Réhydratation Orale</b>
<b>UNICEF:</b>	<b>Fonds des Nations Unies pour l'Enfance</b>
<b>UVS:</b>	<b>Unité Villageoise de Santé</b>
<b>VAR:</b>	<b>Vaccin Anti Rougeoleux</b>

# **ZONE DE LA DEPRESSION**

BURKINA FASO

N I G E R



N I G E R I A

T O G O

- 1 Lalo
- 2 Zogbodomey
- 3 Toffo
- 4 Adja-Ouerrè
- 5 Pobè

ABOMEY  
LOKOSSA  
COTONOU  
PORTO-NOVO

Océan Atlantique

## **LEGENDE**

- ++++ Limite d'Etat
- ~~~~~ Limite de Département
- Limite de Sous-Préfecture
- o Chef-Lieu de Département
- Chef-Lieu de Sous-Préfecture

 Zone Indiquée

ECHELLE  
0 25 50Km

## INTRODUCTION

En parallèle à la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel, le gouvernement béninois et les agences d'aide ont accordé une attention particulière à la lutte contre la pauvreté. L'approche Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA) a été initiée conjointement en 1988 par la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Africaine de Développement avec le soutien de nombreux organismes bilatéraux de coopération.

Un des problèmes auxquels ils font face pour définir leurs interventions est le manque de connaissances sur les conditions de vie en milieu rural. La Banque mondiale a publié un rapport sur la pauvreté en 1994 qui constitue une très bonne étude documentaire basée sur les données existantes complétées par une enquête qualitative. La seule enquête en profondeur sur les conditions de vie est l'enquête budget-consommation (EBC) menée par l'Institut National de la Statistique de l'Analyse Economique en 1986/87, ce qui fait déjà dix (10) ans. Il y avait donc un besoin pour une enquête nationale actuelle sur les conditions de vie en milieu rural et la pauvreté rurale, d'autant plus que la dévaluation du F.CFA de janvier 1994 a certainement modifié les conditions de vie des ménages.

Le PNUD et le Ministère du Développement Rural (MDR) dans le cadre de la mise en place d'un **observatoire sur les ménages ruraux** ont d'abord réalisé une étude qualitative sur les perceptions des dimensions de la pauvreté, du bien-être et de la richesse en milieu rural (EPPR) en 1993/94 afin d'orienter l'étude sur les conditions de vie en milieu rural (ECVR) menée en 1994/95 avec la collaboration de l'UNICEF en ce qui concerne les volets nutritionnel et sanitaire.

Les **objectifs** de l'étude sur les conditions de vie en milieu rural étaient les suivants:

- 1) fournir une vision actuelle des conditions de vie en milieu rural dans tout le pays;
- 2) établir un profil de la pauvreté en milieu rural;
- 3) proposer des mesures d'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Ces objectifs devaient être atteints avec un minimum d'argent et de temps. On a donc privilégié des enquêtes les plus légères possibles tout en respectant les procédures statistiques habituelles. L'ECVR a suivi le zonage agro-écologique du MDR pour tenir compte de la diversité des situations des ménages ruraux et mener des analyses sur des ensembles géographiques relativement homogènes.

Ce document présente la synthèse des résultats de l'étude sur les conditions de vie des ménages ruraux dans la **ZONE DE LA DEPRESSION**. Le document est divisé en six grandes parties.

La première partie fait une présentation générale des caractéristiques démographiques, agro-écologiques et des infrastructures socio-sanitaires de la zone.

La deuxième partie analyse l'incidence et la profondeur de la pauvreté en milieu rural. Elle présente l'évolution des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire au cours de l'année et analyse l'impact des changements saisonniers de prix sur la prévalence de la pauvreté dans la zone.

La troisième partie est la plus substantielle dans la mesure où elle présente les caractéristiques socio-économiques des ménages ruraux. Une analyse détaillée par catégorie de ménages pauvres et non-pauvres est présentée comparant les caractéristiques démographiques, le temps de travail par type d'activité économique, les sources et le niveau des revenus, le niveau et la structure des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire par type de produit, l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, le degré d'utilisation des services socio-sanitaires, le niveau d'éducation, la fréquentation scolaire et le patrimoine des ménages.

La quatrième partie du rapport présente une analyse des principaux problèmes rencontrés par les ménages ruraux dans l'exercice de leurs activités économiques. Elle compare les ménages appartenant à différentes catégories socio-économiques (Chef de ménage homme, femme, pauvre et non-pauvre). L'analyse identifie les principales causes de ces difficultés et les solutions qu'ont adoptées les ménages pour remédier à ces problèmes.

La cinquième partie aborde les impacts spécifiques de la dévaluation du FCFA sur le comportement des ménages ruraux et analyse les effets de cette mesure sur leurs activités économiques et la solidarité communautaire.

La dernière partie du rapport formule des orientations pour l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté rurale dans la zone. Cette partie discute dans un premier temps des principes directeurs qui doivent soutenir les actions pour qu'elles soient efficaces et durables. Les autres sections sont consacrées aux divers domaines d'interventions qui pourraient améliorer les conditions de vie des ménages ruraux tout en mettant l'accent sur les actions spécifiques à mener en direction des ménages défavorisés.

Un document synthèse a également été rédigé au niveau national. Il complète celui-ci dans la mesure où il permet de comparer les zones les unes par rapport aux autres.

La méthodologie détaillée de l'étude et de l'analyse des données fait l'objet d'un document séparé. On y retrouve tous les éléments concernant les questionnaires d'enquête, la méthode ayant permis le calcul des seuils de pauvreté de même que le plan d'analyse détaillé des données des enquêtes ménages et prix.



## I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

### 1.1. Délimitations

La zone 7 est désignée par la "**Zone de la Dépression**" en raison du fait que les sous-préfectures qui la composent se situent dans une dépression. En effet, la zone 7 coupe d'Ouest en une dépression qui prend les noms de dépression des Tchi dans le Mono, de la Lama dans l'Atlantique et le Zou et de dépression d'Issaba dans l'Ouémé.

La zone de la dépression couvre les sous-préfectures d'Adja-Ouère et de Pobè dans le département de l'Ouémé, de Toffo dans le département de l'Atlantique, de Lalo dans le département du Mono et de Zogbodomey dans le département du Zou (voir la carte de la zone à la page suivante). Elle s'étend sur une superficie de 2564 km<sup>2</sup>.

### 1.2 Caractéristiques démographiques

D'après les résultats du deuxième recensement général de la population et de l'habitation de Février 1992, la population totale de la zone est estimée à 294.396 habitants et la population agricole à 243.735 habitants soit 83 % environ de sa population totale. La population active agricole est de 24.820 habitants, soit 10 % de la population agricole. Environ 42.093 exploitations y ont été dénombrées et la taille moyenne d'une exploitation est de cinq (5) personnes.

La densité est d'environ 115 habitants au km<sup>2</sup>. Elle varie très peu d'une localité à une autre.

Les ethnies rencontrées sont les Ayizo, les Fon, les Tchi, les Nago, les Yoruba et les Holi.

### 1.3 Caractéristiques agro-écologiques

La zone de la dépression est caractérisée par un climat de type soudano-guinéen à deux saisons de pluies avec une pluviosité annuelle comprise entre 800 et 1200 mm dans la partie Ouest, 1000 et 1300 mm dans la partie Est. L'humidité relative est considérable (environ 85%), les écarts thermiques sont faibles, le nombre de jours de pluie tourne autour de 100 jours par an et la période de croissance végétative varie entre 210 et 240 jours.

On rencontre dans l'extrême Ouest (Lalo) et Est (Pobè et Adja-ouère) les vertisols qui sont des sols noirs, très argileux, profonds et très humifères. Ces sols sont fertiles, mais souvent hydromorphes et difficiles à travailler. L'usage de la culture attelée ou de motoculteur est pratiquement impossible sur ces sols. Dans sa partie centrale, par contre, notamment aux abords de la Lama et de Sèhouè, les sols sont en général assez fertiles et aptes aux cultures annuelles et pérennes.

La disponibilité en terres cultivables est réduite, en général, dans la zone en dehors de la partie sud où on peut obtenir des parcelles de plus de 5 ha d'un seul tenant. Cette faible disponibilité des terres est liée à l'existence de forêts classées et de plantations domaniales.

Les formations végétales de la zone sont constituées de forêt dense semi-décidue avec de grands arbres tels que le *Chlorophora excelsa*, le *Antraris africana*, le *Bourbax costatum* et le *Ceiba pentandra*.

Dans son ensemble, la zone dispose d'un potentiel assez satisfaisant dans le domaine de la production agricole.

On y retrouve :

- de nombreuses productions végétales : cultures vivrières (maïs, niébé, manioc, riz, arachide), cultures pérennes ( palmier à huile, des essences forestières: acacia, teck, cassia; essences fruitières) et cultures maraîchères (tomate, piment surtout) ;
- du petit élevage : embouche porcine, aviculture traditionnelle améliorée et plus récemment aulacodiculture et héliciculture (associée au maraîchage) dans une moindre mesure;
- une intense activité de commercialisation des produits agricoles ;
- des structures artisanales de transformation de produits agricoles (huile de palme, de palmiste, fabrication de savon, etc...) en pleine expansion ;
- le développement de la pisciculture en étang grâce à des ressources hydro - agricoles importantes

Le système de culture est basé sur le maïs associé selon le cas au manioc, au niébé et parfois accompagné de cultures maraîchères (tomate, piment, etc).

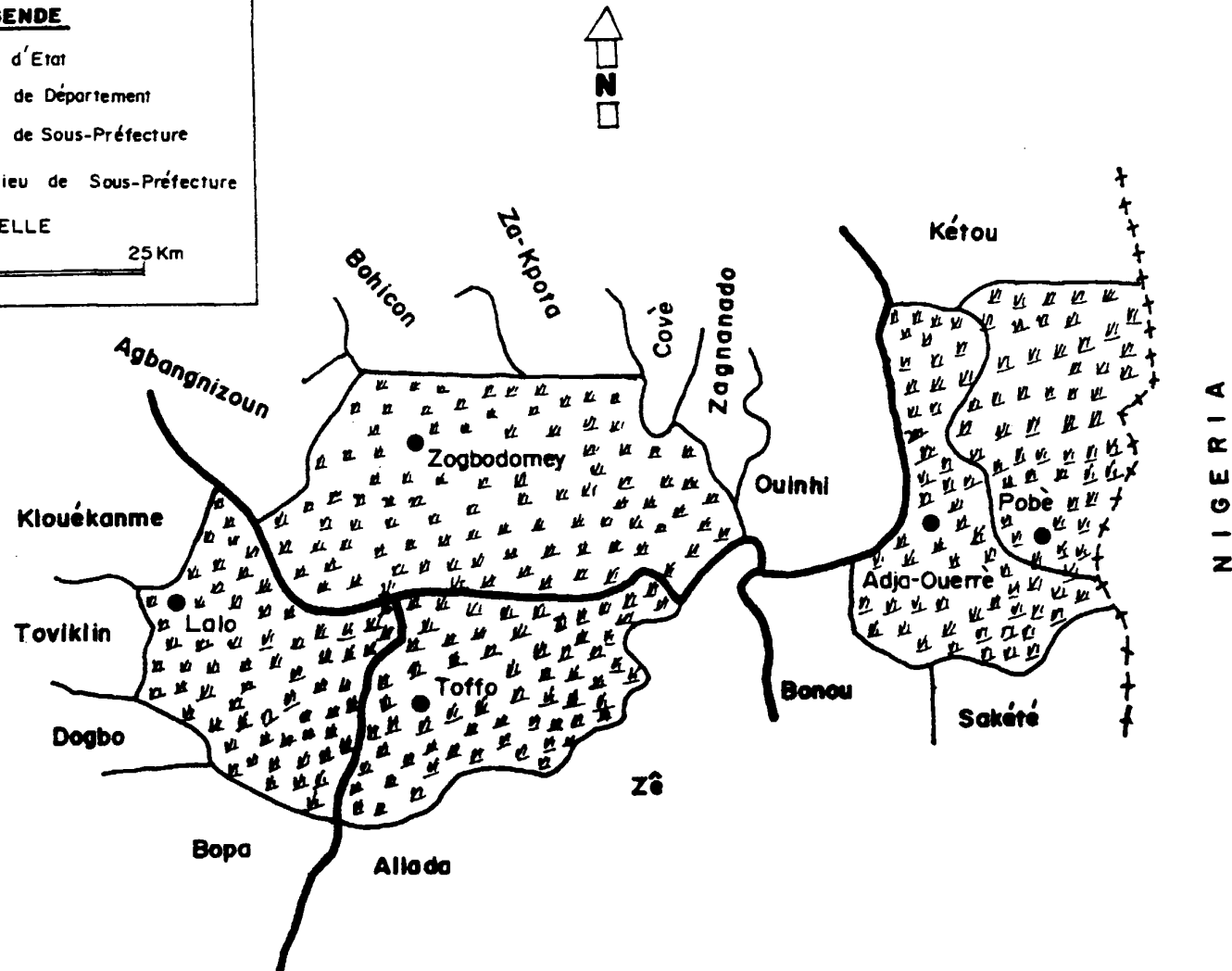
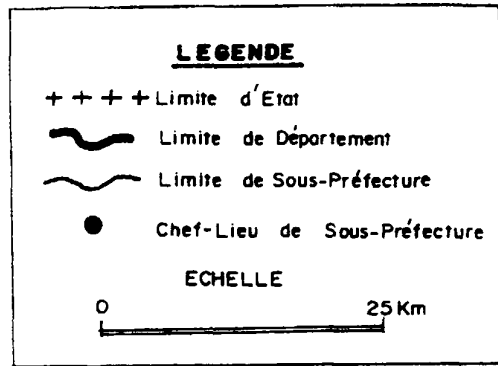
Malgré les problèmes d'acheminement des produits agricoles au niveau des vertisols (difficiles d'accès pendant la saison pluvieuse) vers les centres de consommation, on assiste à un écoulement des produits grâce à un certain nombre de marchés primaires, régionaux et même frontaliers. C'est le cas des marchés de Houèglé, Sèhouè et Ouagbo au niveau de la Sous-préfecture de Toffo, de Hlassamè, lobogo et Adjaïgonou au niveau de Lalo, des marchés d'Ikpinlè, Pobè et Issaba au niveau des Sous-préfectures de Pobè et d'Adja-ouère.

#### **1.4 Infrastructures socio-économiques des villages de la zone**

La situation des infrastructures socio-économiques des villages enquêtés se présentent comme suit :

- En moyenne, on compte une école primaire au moins par village. On peut ainsi conclure à un taux de couverture acceptable des villages en infrastructures scolaires de base.
- En ce qui concerne les points d'eau fonctionnels, on dénombre en moyenne une fontaine ou forage par village. Cependant, on n'est pas encore à la norme d'un point d'eau pour 300 habitants.
- L'accès aux dispensaires et aux maternités est plus difficile : on compte en moyenne deux (2) dispensaires pour dix (10) villages. Aucun village ne dispose d'unités villageoises de santé fonctionnelles, ni de cabinets médicaux fonctionnels.

# ZONE DE LA DEPRESSION



- Les infrastructures communautaires de stockage et les marchés sont presque inexistantes : deux (2) magasins de stockage d'intrants et trois (3) marchés pour dix (10) villages.

- Selon les résultats de l'enquête, sept (7) villages sont accessibles par camion de façon permanente et les trois autres le sont de manière saisonnière. Aucun des villages n'est desservi par un cours d'eau navigable.

**Tableau 1.1a**  
**Infrastructures socio-économiques des villages de la zone de la dépression**

Infrastructures socio-économiques	Nombre recensé	Nombre moyen par village
Ecoles primaires	12	1.2
Dispensaires	2	0.2
Maternités	1	0.1
Unités villageoises de santé fonctionnelles	-	-
Cabinets médicaux	2	0.2
Dépôts pharmaceutiques	0	0.0
Fontaines et forages publics fonctionnels	12	1.2
Boutiques	8	0.8
Banques de céréales	0	0.0
Magasins de stockage d'intrants	2	0.2
Marchés	3	0.3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995  
N= 10 villages enquêtés

**Tableau 1.1b**  
**Infrastructures socio-économiques des villages de la zone de la dépression**

Infrastructures socio-économiques	Nombre de villages concernés	%
Villages ayant un dispensaire dans un rayon de 5 km du village	3	0.3
Villages ayant une maternité dans un rayon de 5 km du village	4	0.4
Village accessibles par camion en permanence	7	0.7
Villages accessibles par camion de manière saisonnière	3	0.3
Villages non accessibles en camion	0	0.0
Villages accessibles par vélo en permanence	9	0.9
Villages accessibles par vélo de manière saisonnière	1	0.1
Villages non accessibles en vélo	0	0.0
Villages accessibles par barque en permanence	0	0.0
Villages accessibles par barque de manière saisonnière	0	0.0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995  
N= 10 villages enquêtés

### 1.5 Organisations paysannes

On remarque une existence de groupements d'entraide mutuelle fonctionnels dans les villages. En effet, on compte en moyenne sept (7) par village. Ensuite viennent les groupes de tontine ou AREC (Association Rotative d'Epargne et de Crédit) au nombre de quatre (4) groupes fonctionnels en moyenne par village. Cela est destiné à octroyer des crédits aux membres du groupe à un taux d'intérêt presque nul et constitue des formes de banque traditionnelle de crédits.

Enfin, on rencontre les groupements à vocation coopérative (en moyenne 1 par village), les groupements villageois (en moyenne 4 pour 10 villages), les groupements de jeunes (6 pour 10 villages) puis les groupements de femmes (2 pour 10 villages). Le faible taux de couverture de la zone en divers types de groupements est dû au faible niveau d'organisation des producteurs. En ce qui concerne particulièrement les groupements villageois, leur nombre relativement faible s'explique par le faible niveau de la production du coton puisque leur formation est plus liée à cette culture.

La forte présence des structures organisées dans le domaine de la collecte de l'épargne constitue un atout pour des actions éventuelles à mener dans la zone. Par contre, des efforts restent à faire dans le domaine de la production et des autres services.

Enfin, il convient de remarquer que les groupements traditionnels organisés de façon autonome par les populations elles-mêmes (groupes de tontine et groupements d'entraide mutuelle) sont plus enracinés, plus répandus que les autres issus des interventions extérieures.

Tableau 1.2  
Organisations paysannes de la zone de la dépression

Type de groupement	Nombre	Nombre moyen par village
Groupements villageois fonctionnels	4	0,4
Groupements à vocation coopérative fonctionnels	11	1,1
Groupements de jeunes fonctionnels	6	0,6
Groupements de femmes fonctionnels	2	0,2
Groupes de tontines fonctionnels	39	3,9
Groupements d'entraide mutuelle fonctionnels	66	6,6

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

## II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE RURALE

### 2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale

Pour l'analyse de l'ampleur et de la profondeur de la pauvreté dans la zone, trois seuils ou lignes de pauvreté ont été définis de la manière suivante :

- \* **Le seuil de pauvreté alimentaire (SPA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire à un individu ou à un ménage pour se procurer un panier de biens alimentaires qui respecte à la fois les normes nutritionnelles d'un régime alimentaire équilibré et les habitudes de consommation de la population rurale considérée ;
- \* **Le seuil de pauvreté non-alimentaire (SPNA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire pour acquérir les biens non-alimentaires et accéder aux services publics essentiels à la population ;
- \* **Le seuil de pauvreté global (SPG)** est obtenu simplement en faisant la somme des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire (SPA et SPNA).

En raison des différences observées dans les habitudes de consommation alimentaire des populations et dans les niveaux des prix des produits de base, les trois types de seuils de pauvreté ont été calculés pour chacune des zones étudiées. De même, des seuils de pauvreté ont été calculés à chaque passage, soit à chaque trimestre, en raison des variations saisonnières de prix et de l'impact de la dévaluation du F.CFA. Enfin, il est à noter que ces seuils ont été calculés par équivalent adulte et non par individu.

Sur une base annuelle, les seuils de pauvreté alimentaire (SPA) et non-alimentaire (SPNA) ont été estimés respectivement à 42.200 F.CFA et 19.400 F CFA par équivalent-adulte pour donner un seuil de pauvreté globale (SPG) de 61.600 F CFA par équivalent-adulte dans la zone de la dépression.

Tableau 2.1  
Evolution des seuils de pauvreté (en FCFA) en milieu rural de la zone de la dépression

Seuils de pauvreté	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Seuil de pauvreté alimentaire	36 474	41 068	46 122	45 173	42 209
Seuil de pauvreté non alimentaire	17 965	18 451	19 767	21 258	19 360
Seuil de pauvreté globale	54 439	59 518	65 888	66 431	61 569

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1195

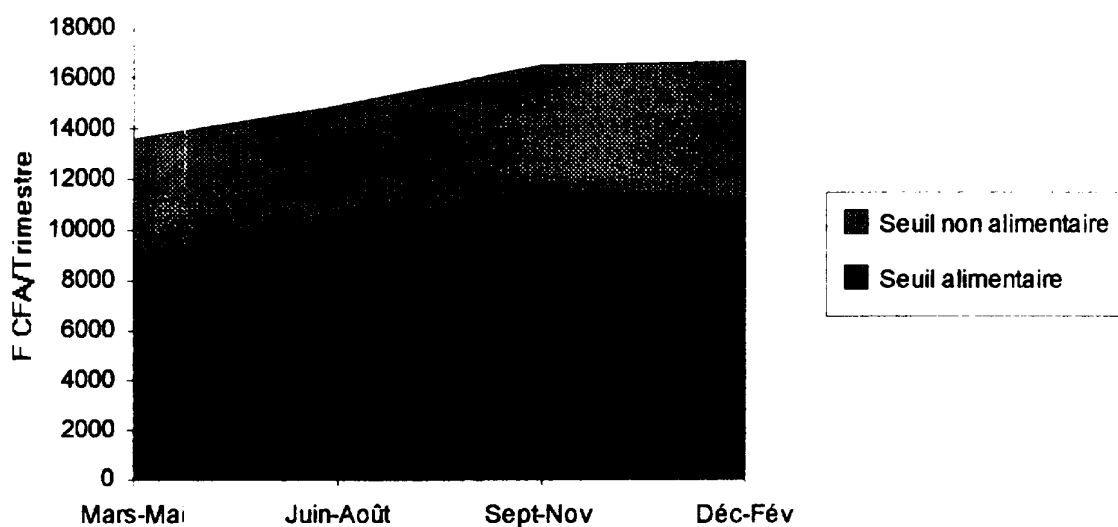
De façon générale, on observe une augmentation progressive des seuils de pauvreté d'un trimestre à un autre.

Ainsi, le SPA s'est accru d'environ 26% entre le premier et le troisième passages et a légèrement baissé au dernier passage. Cette tendance à la hausse qui n'a pas été influencée par les récoltes de la première saison résulterait des effets de transmission de la dévaluation intervenue en janvier 1994. Il a eu aussi certainement l'effet de la retention des produits par les paysans à cause de l'incertitude de la deuxième saison. La légère baisse constatée entre décembre et février pourrait s'expliquer par la disponibilité alimentaire au plan national suite aux récoltes des produits vivriers tant au sud qu'au nord du pays.

En ce qui concerne le SPNA, l'effet de transmission de la dévaluation du F CFA semble être le seul facteur à expliquer la hausse successive constatée du premier jusqu'au dernier passage. Le seuil

de pauvreté global a connu la même évolution que le SPNA, évolution qui ne peut être expliquée que par les mêmes raisons.

Graphique 2.1:  
Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non-alimentaire  
au niveau de la zone de la dépression



## 2.2 Indicateurs de la pauvreté rurale

### 2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base

#### 2.2.1.1. Classement des ménages en catégories socio-économiques homogènes

Les ménages ont été classés en groupes socio-économiques homogènes selon un ordre décroissant de dépenses de consommation (incluant l'auto-consommation) en équivalent-adulte, pour un trimestre considéré et pour une année. Trois catégories de ménages ont été définies :

- la première catégorie, les « **non pauvres** » regroupe les ménages qui ont enregistré des dépenses moyennes supérieures à 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la deuxième catégorie les « **vulnérables** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont comprises entre 100 et 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la troisième catégorie les « **pauvres** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont inférieures au seuil de pauvreté considéré.

### 2.2.1.2. Indicateurs de la pauvreté<sup>1</sup>

- **L'incidence de la pauvreté alimentaire**, c'est à dire le pourcentage de la population rurale en dessous du seuil de pauvreté alimentaire. Elle est la proportion de la population rurale qui n'arrive même pas à subvenir à ses besoins alimentaires. Il s'agit donc là d'un indicateur de pauvreté extrême.
- **L'incidence de la pauvreté globale**, c'est le pourcentage de la population rurale qui n'arrive pas à subvenir à ses besoins de base alimentaires et non-alimentaires;
- **Le ratio du déficit de dépenses**, soit le quotient de l'écart entre les dépenses moyennes des pauvres et le seuil de pauvreté sur le seuil de pauvreté en question. C'est donc un indicateur de la profondeur de la pauvreté;
- **Un coefficient de contribution de chaque zone agro-écologique à la pauvreté rurale nationale**. Ce coefficient est calculé pour une zone donnée en multipliant la part de cette

<sup>1</sup> / Pour tenir compte à la fois de l'incidence de la pauvreté, c'est-à-dire du nombre de pauvres, mais aussi de la profondeur de la pauvreté, et de sa gravité, un indice de pauvreté a été calculé en reprenant la méthodologie proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984) ("A Class of Decomposable Poverty Measures" *Econometrica*). Cet indice de pauvreté  $P_\alpha$  se calcule comme suit :

$$(1) \quad P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \alpha \quad \alpha > 0$$

où  $z$  : ligne ou seuil de pauvreté (SPA ou SPG)

$y_i$  : dépense réelle moyenne du membre du ménage  $i$

$\alpha$  : coefficient reflétant différents degrés d'importance accordés à l'égard de la profondeur de la pauvreté

$n$  : population totale (membres de tous les ménages en équivalent-adultes)

$q$  : nombre de pauvres (membres des ménages en équivalent-adultes en dessous du seuil de pauvreté).

Si  $\alpha = 0$ , on ne se préoccupe que de l'incidence (H) de la pauvreté et pas de sa profondeur. L'indice  $P_0$  est alors égal à la proportion de pauvres dans la population.

$$(2) \quad H = \frac{q}{n}$$

On calcule aussi un coefficient de contribution à la pauvreté nationale. Si la population est divisée en sous-groupes  $j$ , la contribution de chaque sous-groupe à la pauvreté nationale est mesurée par le coefficient  $C_j$  :

$$C_j = \frac{x_j P_{\alpha j}}{P_\alpha}$$

où  $x_j$  : proportion du sous-groupe  $j$  dans la population totale

$P_{\alpha j}$  : indice de pauvreté du sous-groupe  $j$

$P_\alpha$  : indice national de pauvreté



zone dans la population totale par le ratio de l'incidence de pauvreté dans la zone sur l'incidence nationale de pauvreté;

- Le **montant total des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale** si le ciblage sur les pauvres était parfait. Ce montant est calculé en multipliant l'écart entre le revenu moyen des pauvres et le seuil de pauvreté par le nombre de pauvres.

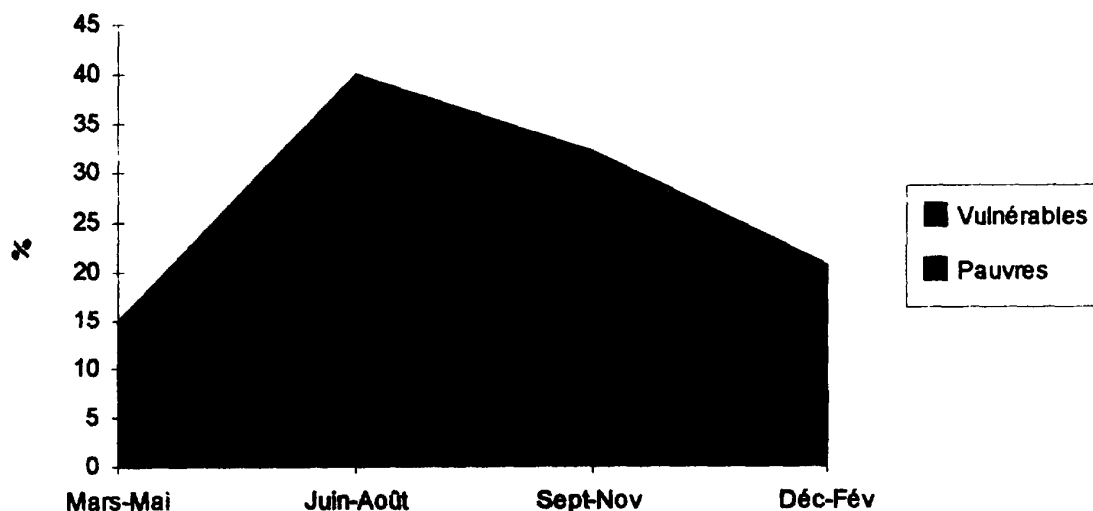
### 2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire

Selon les données moyennes annuelles, l'étude révèle que dans la zone de la dépression, un peu plus d'un ménage sur dix (10,7%) se trouve en dessous du seuil de pauvreté alimentaire (SPA), c'est-à-dire n'a pas satisfait ses besoins alimentaires. Cette incidence est inférieure à celle observée au niveau national (16,3 %).

En considérant le SPA, le tableau 2.2 montre que la plus forte incidence de la pauvreté au cours de l'année se manifeste entre Juin et Août (16,3%), période habituelle de récolte. Cette augmentation anormale de l'incidence au cours de cette période provient du décalage intervenu dans le calendrier agricole suite au retard enregistré dans la pluviométrie au démarrage de la saison de culture (en juin-août, il n'y a donc pas eu assez de récoltes).

La période qui a enregistré la plus faible incidence de la pauvreté alimentaire est celle allant de décembre à février (6%). Cela pourrait s'expliquer par la relative abondance des produits alimentaires au cours de la période (réussite de la petite saison et récolte généralisée sur toute l'étendue du territoire national).

Graphique 2.2:  
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales  
par trimestre dans la zone de la dépression



**Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone de la dépression en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire**

Catégories	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	85,0	60,0	67,8	79,3	73,0
Vulnérables	8,8	23,8	17,8	14,7	16,3
Pauvres	6,3	16,3	14,4	6,0	10,7
Pays	10,5	18,1	22,9	13,6	16,3

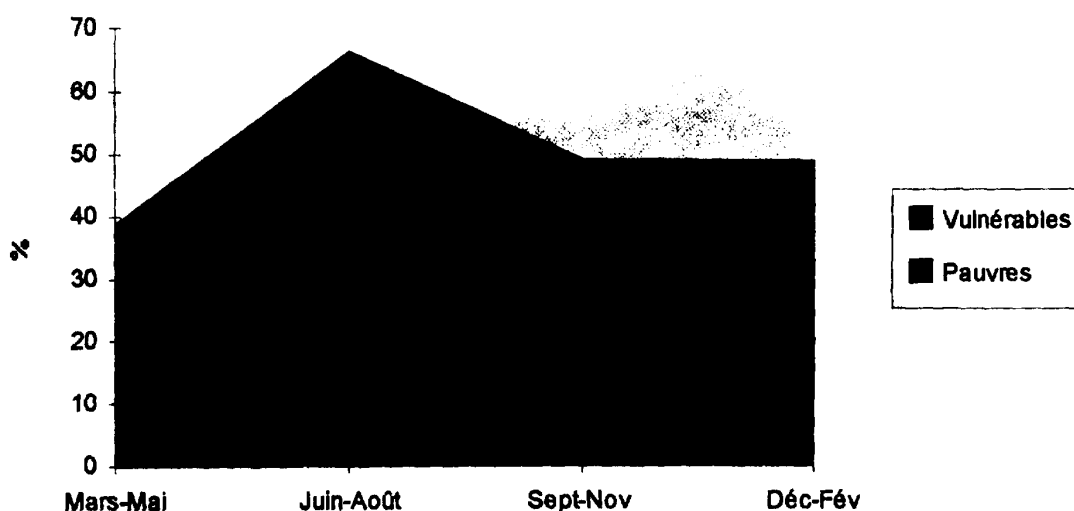
Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 2.2.3. Analyse de l'incidence de la pauvreté globale

Les données du tableau 2.3 mettent en évidence les faits saillants suivants :

- Selon les données annuelles, l'incidence de la pauvreté globale au niveau de la zone 7 est inférieure d'environ 7 points à celle observée au niveau national. Ainsi 26 % des ménages ruraux de la zone contre 33,3% au niveau national, n'ont pas satisfait leurs besoins tant alimentaires que non alimentaires minima.
- Par rapport à la moyenne annuelle, la situation de la pauvreté est très critique durant six mois sur douze (Juin-Novembre), avec une incidence moyenne de la pauvreté de l'ordre de 34% environ soit près du double de celle observée pendant la période de Décembre à Mai (environ 18%).
- Au cours de cette campagne la période Mars-Mai, jadis considéré comme période de soudure dans tout le sud Bénin, apparaît la plus favorable aux ménages de la zone. Ceci est lié au fait qu'au cours de la campagne le niveau des revenus en cette période est le plus élevé de l'année et que les ménages ont une disponibilité alimentaire relativement meilleure.

**Graphique 2.3:**  
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales par trimestre dans la zone de la dépression



**Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone de la dépression en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale**

Indice Po	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	61,3	33,8	50,8	50,9	49,2
Vulnérables	23,8	27,5	18,6	29,3	24,8
<b>Pauvres</b>	<b>15,1</b>	<b>38,8</b>	<b>30,6</b>	<b>19,8</b>	<b>26,0</b>
<b>Pays</b>	<b>25,8</b>	<b>33,6</b>	<b>40,5</b>	<b>31,0</b>	<b>33,3</b>

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### **2.2.4 Ratio du déficit des dépenses**

Au niveau de la zone, 26% des ménages ruraux se trouvent en dessous du seuil de pauvreté global (SPG).

Les données du tableau 2.4 indiquent l'importance de la profondeur de cette pauvreté. L'écart moyen entre le SPG et les dépenses totales moyennes réalisées par les pauvres de la zone (au cours de l'année couverte par l'étude) atteint 33% du seuil de pauvreté global. Cet écart moyen est le plus élevé (47 %) de l'année durant le trimestre Juin-Août, période au cours de laquelle l'incidence de la pauvreté globale est de 38,8%. Ce qui confirme le caractère très critique de la période Juin-Août au cours de laquelle les pauvres sont non seulement nombreux mais très pauvres par rapport au seuil.

**Tableau 2.4 : Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG (%)**

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept.-Nov. 1994	Déc. 1994-Fév. 1995	Moyenne
Zone	30	47	31	25	33
Pays	25	34	34	33	31

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### **2.2.5 Coefficient de contribution**

- Pour un poids démographique de 8% de la population totale, la zone contribue pour 7% à la pauvreté rurale nationale. Cela signifie concrètement que moins d'un ménage pauvre sur dix au niveau national se retrouve dans cette zone. C'est l'une des zones qui contribuent le moins à la pauvreté nationale.

**Tableau 2.5 : Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone de la dépression à la pauvreté rurale nationale (%)**

	% de pauvres selon SPG	Poids démographique	Contribution à la pauvreté nationale
Zone	26	8	7
Pays	33	100,0	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- Par rapport au seuil et à l'importance de la pauvreté dans la zone, il faut environ 1.239 millions de F.CFA par an pour amener les dépenses des ménages pauvres au niveau du seuil de pauvreté global en considérant le coût de vie de la période d'étude. Cette zone nécessite ainsi moins du dixième des fonds nécessaires pour endiguer le phénomène de la pauvreté au niveau national.

Tableau 2.6: Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone de la dépression par passage (millions de F CFA)

	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc94-Fév95	Montant total
Zone	158	476	397	208	1239
Pays	3147	3731	6372	4210	17460

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 2.2.6 Pauvreté structurelle et conjoncturelle

Un ménage souffre d'une pauvreté structurelle s'il est pauvre sur toute l'année ou au cours de trois différents trimestres. Par contre, sa pauvreté serait conjoncturelle s'il n'est pauvre qu'au cours d'un ou deux différents trimestres.

Au niveau de la zone de la dépression, 35% des ménages ruraux sont pauvres à un ou deux passages tandis que 5% seulement le sont à trois ou quatre passages. Moins de trois pour cent des ménages sont pauvres durant toute l'année. Dans cette zone, 60% des ménages ruraux n'ont jamais été pauvres au cours des quatre différents passages. Ces résultats reflètent **une vulnérabilité assez importante à la pauvreté conjoncturelle mais une pauvreté structurelle très faible.**

Tableau 2.7 : Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone de la dépression

	% de ménages ruraux pauvres à				
	Aucun passage	1 passage	2 passages	3 passages	4 passages
Zone	60	17,5	17,5	2,5	2,5
Pays	42,4	25,9	19,5	7,8	4,4

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX

Cette partie est destinée à caractériser les ménages ruraux et dans certains cas à comparer les ménages pauvres et non pauvres selon différents indicateurs socio-économiques. Il s'agit des caractéristiques démographiques, du nombre d'heures de travail (emploi), des revenus, des dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire, de l'état nutritionnel et sanitaire, de l'accès aux soins de santé, du niveau d'éducation, de l'accès à l'éducation et des actifs du patrimoine des ménages. Les calculs sont faits en utilisant le seuil de pauvreté global et sur une base de membre du ménage en équivalent-adulte. Par ailleurs pour la plupart des indicateurs socio-économiques, les tableaux sont élaborés seulement pour les ménages pauvres et non pauvres. Pour ce fait, il faut être prudent dans la comparaison de ces deux types de tableaux avec celui relatif à l'ensemble des ménages.

#### 3.1 Caractéristiques démographiques des ménages ruraux

Dans la zone de la dépression, on compte 84% de ménages agricoles avec une taille moyenne de 6 personnes. Les ménages pauvres ont une taille légèrement plus élevée (7 personnes) que les ménages non pauvres (5 personnes).

Les ménages sont dirigés par des hommes dans 80% des cas. Ce pourcentage est légèrement plus élevé lorsqu'on considère seulement les ménages agricoles (85%). La forte proportion des femmes chefs de ménage au niveau de cette zone est liée au déplacement des hommes à la recherche de terres laissant ainsi leur ménage sous la responsabilité des femmes.

Le taux de dépendance qui est défini ici comme étant le pourcentage d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage est de 36 % dans la zone 7. Les ménages non pauvres ont un taux de dépendance légèrement inférieur à celui des ménages pauvres (33% chez les non pauvres contre 35% chez les pauvres). Tout comme au niveau national ce résultat confirme le fait que les ménages pauvres ont une charge beaucoup plus élevée que celle des ménages non pauvres. Le fait que les pauvres aient plus d'enfants que les non pauvres est complexe à analyser. Cependant, quelques raisons peuvent être avancées à savoir : les pauvres pourraient avoir plus besoin de main d'oeuvre agricole familiale, ne pouvant se payer de la main d'oeuvre salariée; les ménages pauvres ayant un taux de mortalité infantile relativement plus élevé auraient plus d'enfants pour s'assurer d'en voir suffisamment atteindre l'âge adulte et prendre soin d'eux lorsqu'ils seront vieux; les pauvres étant moins éduqués seraient moins au courant des techniques de planification des naissances. On peut aussi faire remarquer que le nombre élevé d'enfants peut être à l'origine de la pauvreté des ménages. En effet, le taux de dépendance joue sur leur capacité d'accumulation.

**Tableau 3.1a: Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone de la dépression**

Indicateurs démographiques	%
Chef de ménage masculin	79,55
Chef de ménage féminin	20,45
Exploitations agricoles dans les ménages	83,57
Chef d'exploitation masculin	84,80
Chef d'exploitation féminin	15,20
Hommes (10 ans et plus) dans le ménage	30,93
Femmes (10 ans et plus) dans le ménage	33,08
Enfants (5 ans et moins) dans le ménage	22,54
Enfants jeunes (2 ans et moins) dans le ménage	12,19

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.1b: Indicateurs de dépendance des ménages de la zone de la dépression par catégorie socio-économique**

Indicateurs de dépendance	Non pauvres	Pauvres	Ensemble des ménages
Taille du ménage	5	7	6
% d'hommes (10 ans et plus) dans le ménage	31,06	38,63	30,93
% de femmes (10 ans et plus) dans le ménage	35,72	25,90	33,08
% d'enfants (moins de 10 ans) dans le ménage	33,22	35,46	35,99

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### **3.2 Emplois des ménages ruraux**

La détermination du nombre moyen d'heures de travail par membre du ménage rural en équivalent-adulte est faite par rapport aux activités économiques notamment l'agriculture, les services, la transformation agro-alimentaire, le commerce et autres activités. Elle ne tient pas compte des tâches domestiques et maternelles des femmes.

Le nombre d'heures de travail est de 25 heures par semaine en moyenne sur toute l'année (voir tableau 3.2). Ramenées sur une base journalière en faisant l'hypothèse de six (6) jours de travail par semaine, cette moyenne équivaut à 4,2 heures de travail par jour. Ce temps de travail en milieu rural de la zone de la dépression est presque similaire à la moyenne nationale qui est de 4,4 heures par jour.

**Tableau 3.2**  
Répartition du nombre d'heures de travail au cours des 7 derniers jours  
par membre du ménage rural de la zone de la dépression

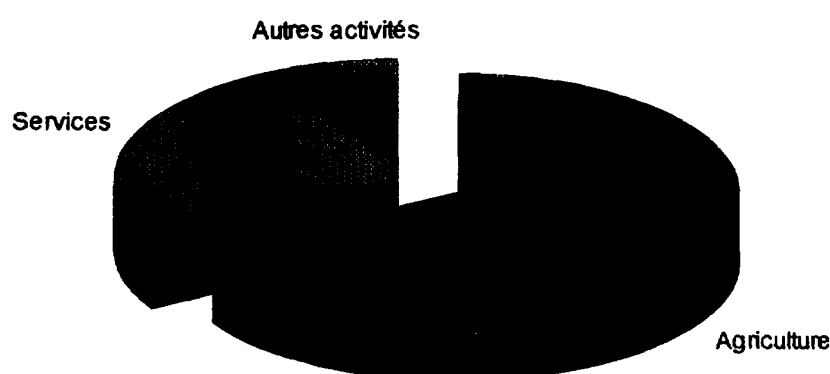
Activité	Mars-Mai 94		Juin-Août 94		Sept-Nov 94		Dec 94-fév 95		Mars 94 - Fév 95	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	10.24	38.14	8.74	43.60	13.39	48.33	10.25	38.29	16.91	66.71
Service	5.35	19.94	3.49	17.40	6.97	25.15	11.66	43.56	6.87	27.09
Agro-alimentaire							.00	.01		
Commerce	2.76	10.26	1.82	9.09	.62	2.25	1.07	3.99	.00	.02
Autre activité	8.50	31.66	6.00	29.91	6.73	24.27	3.79	14.15	1.57	6.18
Total	26.86	100.00	20.05	100.00	27.71	100.00	26.78	100.00	25.35	100.00

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

Le nombre d'heures de travail dans la zone varie très peu au cours de la période allant de septembre à mai où il est d'environ 27 heures par semaine. Les ménages ruraux de la zone travaillent moins au cours de la période des récoltes de la première saison: 20 heures par semaine, soit une baisse d'environ 26 % (voir tableau 3.2). Il augmente au cours des périodes de soudure où les travaux des champs sont intensifs et chute au cours des autres périodes.

Les principales activités des ménages ruraux de la zone de la dépression sont l'agriculture (67% du temps de travail) et les prestations de services (27 % du temps de travail). La transformation agro-alimentaire est une activité marginale en terme d'emploi (voir graphique 3.1). Elle n'est pratiquée qu'au cours de la période de décembre à février où le temps qui lui est affectée représente moins de 1 % du temps de travail de la période (0,01 %). L'importance du temps passé dans l'agriculture s'entend eu égard au pourcentage de ménages agricoles de la zone. Pour ce qui est des prestations de services, son importance peut être liée à la pratique des petits métiers (forge, coordonnerie, etc) dans la zone.

**Graphique 3.1:**  
Répartition du temps moyen de travail des ménages ruraux de la zone  
de la dépression selon les différentes activités



L'évolution du temps de travail au cours de l'année est assez similaire d'une catégorie socio-économique à une autre avec cependant une baisse très forte chez les pauvres au cours de la période

Juin-Août. Par contre, sa répartition n'est pas du tout la même chez les ménages pauvres que chez les non pauvres. Les ménages non pauvres s'emploient un peu plus que les ménages pauvres dans l'agriculture (42 % du temps de travail des ménages non pauvres contre 39% pour les pauvres) et dans le commerce (7 % contre 5%). Les ménages ruraux de la zone consacrent le même pourcentage de leur temps de travail à la prestation des services (voir tableaux 3.3 et 3.4). L'autre différence entre les ménages pauvres et non pauvres en termes d'emploi concerne le nombre d'heures de travail qui est plus élevé chez les non pauvres (27 heures de travail par semaine chez les non pauvres contre 22 heures chez les pauvres). Pour ce qui est de la variation dans le temps, les pauvres travaillent très peu pendant l'inter-saison (11 heures de travail par semaine) et beaucoup entre Mars et Mai. Ils consacrent beaucoup de temps à l'agriculture en septembre-novembre (12 heures de temps de travail dans l'agriculture) et à la prestation des services en décembre-février (12 heures de temps de travail dans la prestation de services). Du côté des non pauvres, l'agriculture bénéficie d'une plus grande attention en septembre-novembre, le service en décembre-février et les autres activités pratiquement à toutes les périodes (voir graphique 3.2).

Graphique 3.2:  
Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone de la dépression selon les différentes catégories socio-économiques

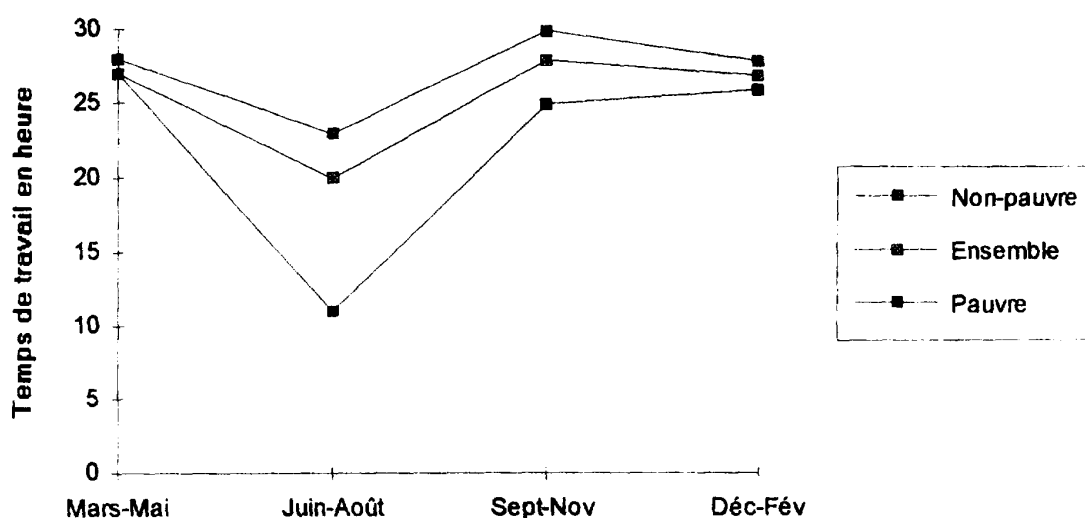


Tableau 3.3  
Répartition du nombre d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone de la dépression

Activité	Mars-Mai 94		Juin-Août 94		Sept-Nov 94		Dec 94-fév 95		Mars 94 - Fév.95	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	10.20	36.96	10.14	43.23	13.78	46.17	11.67	41.82	11.45	42.08
Service	5.61	20.32	4.56	19.44	7.92	26.52	11.17	40.04	7.31	26.89
Agro-alimentaire										
Commerce	3.47	12.55	2.50	10.67	.55	1.84	1.24	4.45	1.94	7.13
Autre activité	8.33	30.17	6.25	26.67	7.60	25.47	3.82	13.69	6.50	23.90
Total	27.62	100.00	23.45	100.00	29.85	100.00	27.90	100.00	27.20	100.00

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995



**Tableau 3.4**  
Répartition du nombre d'heures de travail au cours des 7 derniers jours  
par membre du ménage rural pauvre de la zone de la dépression

Activité	Mars-Mai 94		Juin-Août 94		Sept-Nov 94		Dec 94-fév 95		Mars 94 - Fév 95	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	10.07	37.47	3.13	29.38	12.14	49.02	8.92	34.94	8.56	38.52
Service	4.31	16.03	1.96	18.41	6.32	25.53	11.77	46.13	6.09	27.39
Agro-alimentaire										
Commerce	2.21	8.21			.67	2.69	.53	2.08	1.13	5.10
Autre activité	10.29	38.28	5.55	52.21	5.63	22.75	4.30	16.86	6.45	28.99
Total	26.88	100.00	10.64	100.00	24.76	100.00	25.52	100.00	22.23	100.00

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

### 3.3 Revenus des ménages ruraux par source

Les données sur les revenus sont toujours difficiles à obtenir et plus ou moins fiables. La tendance habituellement observée est une sous-déclaration des revenus chez les personnes riches et leur sur-déclaration chez les personnes pauvres. Il faut donc être prudent dans l'interprétation de ces données. Dans le cadre de la présente étude, l'analyse n'a porté que sur les recettes ou revenus bruts c'est à dire rentrées d'argent ou chiffres d'affaires au niveau des activités commerciales, faute d'informations sur les dépenses d'exploitation.

Le ménage rural de la zone de la dépression a un revenu brut annuel d'environ 113.200 F CFA. La grande partie des revenus provient des activités non-agricoles qui procurent environ 75 % des revenus contre 24 % pour les activités agricoles et 1 % pour les revenus de transfert (voir tableau 3.5). La prédominance des activités non-agricoles tient au fait que l'agriculture dans la zone de la dépression, est une agriculture presque de subsistance. La grande part de la production vivrière y est auto-consommée. Par ailleurs, la production du coton qui est la seule culture de rente du pays et qui permet aux paysans de disposer de revenu groupé à son achat y est très faible.

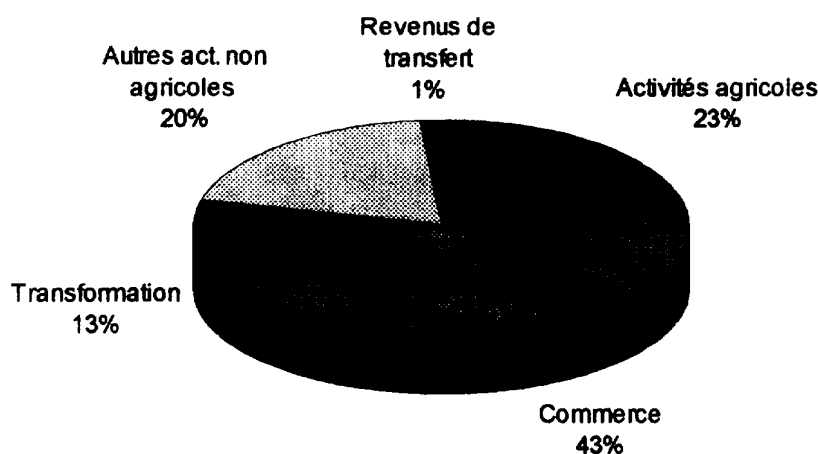
La prédominance des activités non-agricoles se retrouve au niveau de toutes les catégories socio-économiques. Elle augmente avec le niveau de richesse: 76 % pour les ménages non pauvres contre 72 % pour les ménages pauvres (voir tableaux 3.6 et 3.7 et graphiques 3.3 et 3.4). Parmi les activités non agricoles, c'est le commerce qui procure l'essentiel du revenu (42 % du revenu total). Il est suivi par les activités de transformation agro-alimentaire.

**Tableau 3.5**  
Niveau et sources des revenus moyens trimestriels(en FCFA) par membre du ménage rural  
de la zone de la dépression

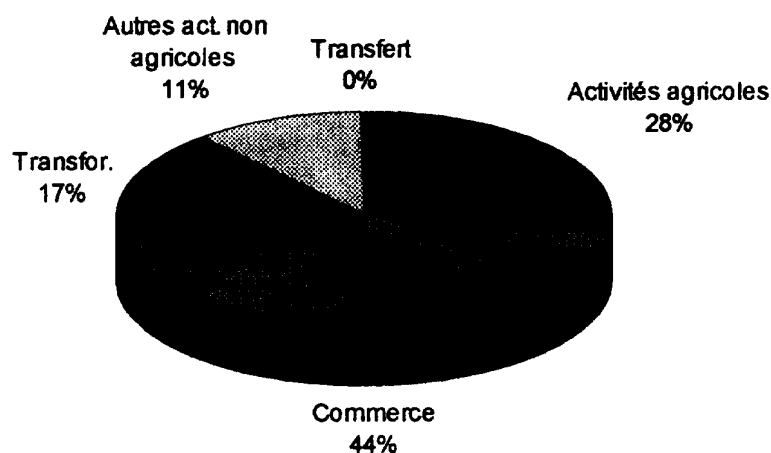
Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	4 995	13,74	6 533	26,50	9 339	33,90	6 843	27,79	27 709	24,48
Activités non agricoles	30 919	85,07	17 514	71,04	18 104	65,71	17 777	72,20	84 314	74,50
dont :										
Commerce	22 181	61,03	8 924	36,20	9 482	34,42	7 079	28,75	47 666	42,12
Transformation agro-alimentaire	3 147	8,66	2 293	9,30	4 226	15,34	6 902	28,03	16 567	14,64
Revenus de transfert	430	1,18	606	2,46	109	0,40	2	0,01	1 147	1,02
Revenu total	36 344	100	24 653	100	27 552	100	24 622	100	113 171	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Graphique 3.3:**  
Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone de la dépression



**Graphique 3.4:**  
Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone de la dépression



Le niveau des revenus bruts varie d'une période à une autre. Estimé à 36.300 F CFA pour la période de mars à mai, c'est-à-dire au cours de la période de soudure, le revenu trimestriel par équivalent-adulte rural de la zone varie en sens inverse avec les activités agricoles. En effet, avec les récoltes de juin-août, le revenu décroît de façon importante: 32 % de baisse. A la petite soudure, le revenu augmente d'environ 12 % avant de chuter encore d'autant au trimestre suivant (voir graphique 3.5). Cette évolution procède du caractère essentiellement non-agricole des revenus. C'est ainsi qu'au moment où les ménages sont occupés soit à récolter soit à transformer les produits agricoles, leur revenu baisse parce qu'ils n'arrivent plus à développer les activités qui leur procurent le plus de recettes. Ceci est confirmé par l'évolution des revenus provenant des activités agricoles et de transformation. Ces revenus augmentent chaque fois que le revenu global baisse et la situation inverse est observée aux moments de la hausse du revenu global.

Les niveaux des revenus varient beaucoup d'une catégorie socio-économique à une autre. Les ménages non pauvres ont un revenu brut annuel 2,1 fois plus important que celui des ménages pauvres.

Graphique 3.5:  
Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages  
ruraux de la zone de la dépression

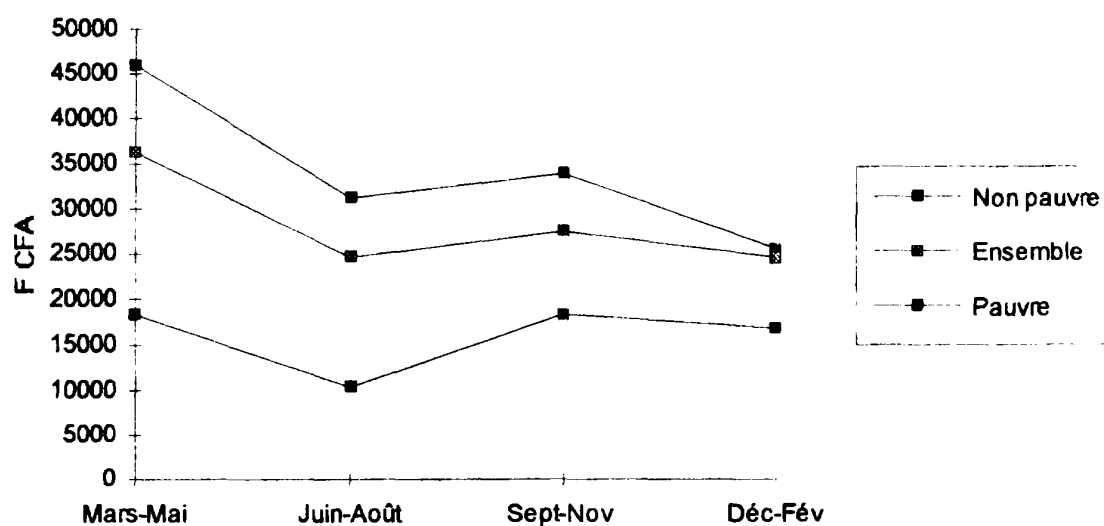


Tableau 3.6  
Niveau et sources des revenus moyens trimestriels (en FCFA) par membre du ménage  
rural non pauvre de la zone de la dépression

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	5 517	12,00	6 828	21,81	13 714	40,31	5 580	21,73	31 639	23,10
Activités non agricoles	39 759	86,47	23 868	76,22	20 090	59,06	20 099	78,27	103 816	75,78
dont :										
Commerce	27 484	59,78	13 623	43,50	8 861	26,05	8 223	32,02	58 191	42,48
Transformation agro-alimentaire	3 439	8,13	2 175	6,94	4 991	14,67	7 331	28,55	17 935	13,09
Revenus de transfert	702	1,53	617	1,97	215	0,63	-	-	1 534	1,12
Revenu total	45 978	100	31 314	100	34 018	100	25 679	100	136 989	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.7**  
**Niveau et sources des revenus moyens trimestriels (en FCFA) par membre du ménage pauvre**  
**de la zone de la dépression**

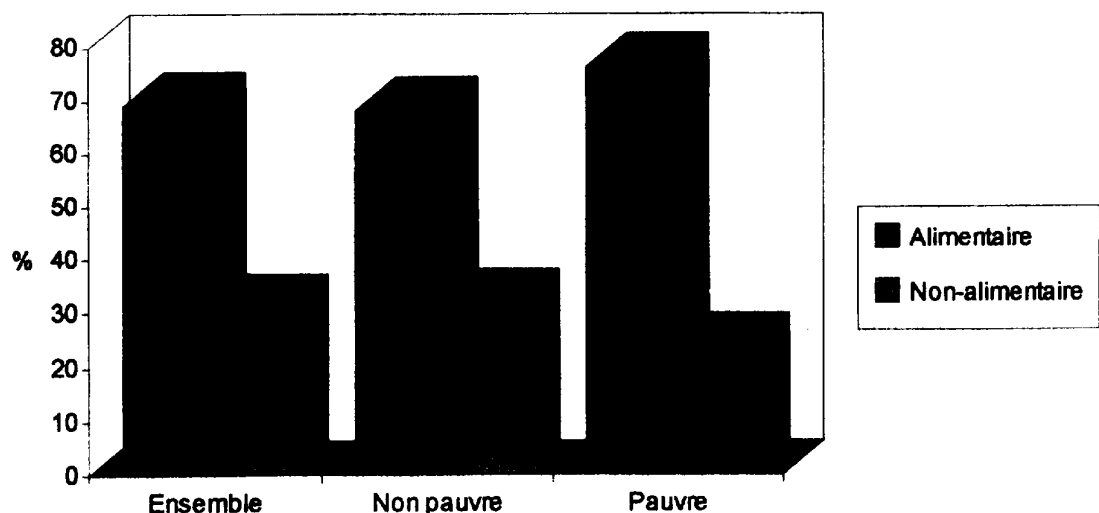
Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	2 095	11,42	6 274	60,23	3 424	18,59	6 036	35,91	17 829	27,87
Activités non agricoles	16 244	88,58	4 143	39,77	14 989	81,41	10 764	64,03	46 140	72,12
dont :										
Commerce	15 324	83,56	956	9,18	9 703	52,70	1 958	11,64	27 940	43,67
Transformation agro-alimentaire	-	-	2 814	27,02	2 652	14,40	5 479	32,59	10 946	17,11
Revenus de transfert	-	-	-	-	-	-	11	0,06	11	0,01
Revenu total	18 339	100	10 417	100	18 413	100	16 811	100	63 980	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.4 Dépenses globales des ménages ruraux

Le ménage rural de la zone de la dépression effectue en moyenne au cours d'une année une dépense globale de 127.200 F CFA par équivalent-adulte. Les dépenses alimentaires représentent la part la plus importante des dépenses totales (69 %; voir tableau 3.8). Cette importance du poste des dépenses alimentaires diminue avec le niveau de richesse des ménages. Ainsi, les ménages pauvres consacrent une part plus importante de leurs dépenses aux biens alimentaires ( 76 % pour les ménages pauvres contre 68 % pour les non pauvres; voir graphique 3.6). Le niveau des dépenses globales varie aussi selon la catégorie socio-économique des ménages. Les ménages non pauvres dépensent 4,6 plus que les ménages pauvres (voir tableaux 3.9 et 3.10).

**Graphique 3.6:**  
**Structure des dépenses de consommation selon les catégories**  
**des ménages ruraux de la zone de la dépression**



Le niveau des dépenses globales trimestrielles varie d'une période à une autre. Au cours de la période de la grande soudure, c'est-à-dire entre mars et mai, le niveau des dépenses est estimé à 32.800 F CFA. Ce niveau baisse de façon importante au trimestre suivant passant à 24.300 F CFA, soit une regression de 25 %. A la petite soudure, les ménages ont vu leurs dépenses de consommation augmenter de façon substantielle (56 % de hausse). Au dernier trimestre couvert par

l'enquête, les dépenses baissent légèrement par rapport au passage précédent (voir graphique 3.7). L'évolution des disponibilités alimentaires et celle des prix des vivres qui l'accompagne expliquent en gros cette tendance. Au cours des périodes de soudure, la réduction de l'offre des vivriers entraîne une pression sur le niveau général des prix alimentaires qui croît; ce qui entraîne une augmentation des dépenses de consommation. Alors qu'au moment des récoltes, c'est une baisse des dépenses qu'on observe suite à une augmentation de l'offre et partant une chute des prix. Il est à noter que cette évolution d'ensemble est en relation avec le "top niveau" des prix du maïs.

Graphique 3.7:  
Evolution des dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire  
des ménages ruraux de la zone de la dépression

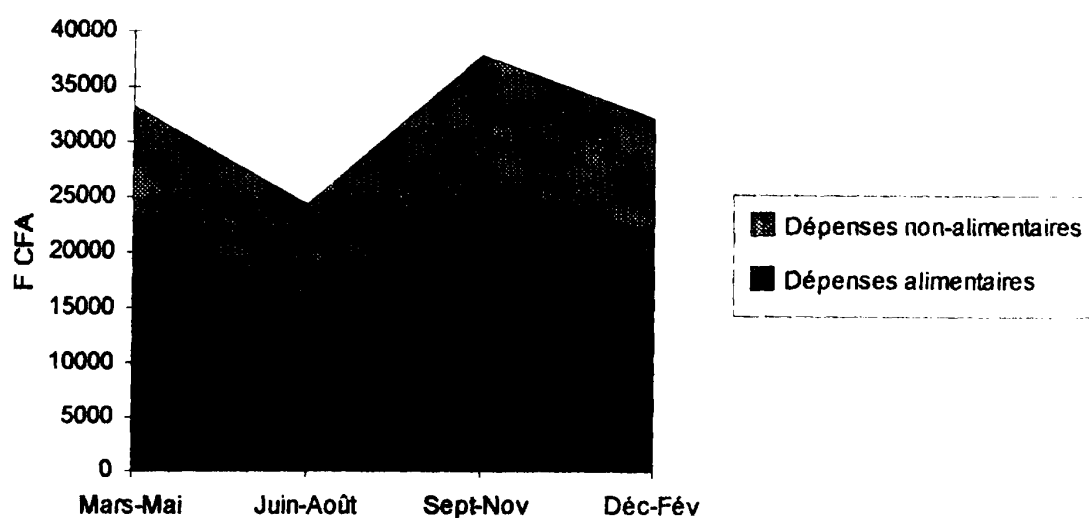


Tableau 3.8  
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural  
de la zone de la dépression

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	23 448	71.50	16 021	65.87	26 411	69.70	21 986	68.31	87 865	69.08
Dépenses non-alimentaires	9 748	28.50	8 300	34.13	11 476	30.30	10 198	31.69	39 321	30.92
Dépenses globales	32 796	100	24 321	100	37 887	100	32 184	100	127 186	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.9: Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural non pauvre de la zone de la dépression

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	31 830	71.04	21 734	64.41	41 105	68.52	31 503	67.68	126 171	68.17
Dépenses non-alimentaires	12 974	28.96	12 007	35.59	18 883	31.48	15 045	32.32	58 910	31.83
Dépenses globales	44 804	100	33 741	100	59 988	100	46 548	100	185 081	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.10  
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural pauvre de la zone de la dépression

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	7 220	76.01	5 842	82.36	8 549	75.11	9 330	74.51	30 941	76.40
Dépenses non-alimentaires	2 279	23.99	1 251	17.64	2 833	24.89	3 192	25.49	9 555	23.60
Dépenses globales	9 499	100	7 093	100	11 383	100	12 522	100	40 496	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.5 Dépenses alimentaires des ménages ruraux

Les groupes de produits alimentaires les plus importants dans les dépenses alimentaires (incluant l'auto-consommation) sont par ordre décroissant les céréales (29 % des dépenses alimentaires), les fruits et légumes (15 %), les racines et tubercules (14 %), les huiles et oléagineux (11 %) et les poissons et fruits de mer (10 %). Ces parts sont quasiment les mêmes d'une période à une autre (voir tableau 3.11).

Tableau 3.11  
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone de la dépression

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	7646,60	32,61	5105,58	31,87	6731,34	25,49	6343,28	28,85	25826,8	29,39
Racines et tubercules	3214,09	13,71	1934,78	12,08	3869,15	14,65	2977,41	13,54	11995,43	13,65
Huiles et oléagineux	1911,24	8,15	1601,54	10,00	3778,81	14,31	2719,56	12,37	10011,15	11,39
Viandes	1224,45	5,22	482,01	3,01	1816,38	6,88	1289,14	5,86	4811,98	5,50
Poissons/fruits de mer	1737,22	7,41	1735,48	10,83	2616,35	9,91	2485,28	11,30	8574,33	9,76
Produits laitiers/œufs	963,34	4,11	756,16	4,72	992,20	3,76	1038,00	4,72	3749,7	4,27
Fruits et légumes	3218,54	13,73	2355,29	14,70	4622,50	17,50	3227,91	14,68	13424,24	15,27
Boissons non alcoolisées	238,41	1,02	15,53	0,10	15,40	0,60	29,86	0,14	299,2	0,34
Boissons alcoolisées	2136,01	9,11	899,79	5,62	653,53	2,47	708,95	3,22	4398,28	5,00
Autres produits	1157,94	4,94	1134,61	7,08	1314,97	4,98	1166,43	5,31	4773,95	5,43
Dépenses alimentaires totales	23447,84	100	16020,77	100	26410,63	100	21985,83	100	87865,06	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Les parts budgétaires des groupes de produits varient très peu d'une catégorie socio-économique des ménages à une autre. Cependant, on note que les ménages non pauvres accordent plus d'importance aux fruits et légumes et aux viandes alors que les ménages pauvres le font pour les céréales, les huiles et oléagineux et les poissons (voir tableaux 3.12 et 3.13 et graphique 3.8).

Graphique 3.8:  
Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie  
socio-économique des ménages ruraux de la zone de la dépression

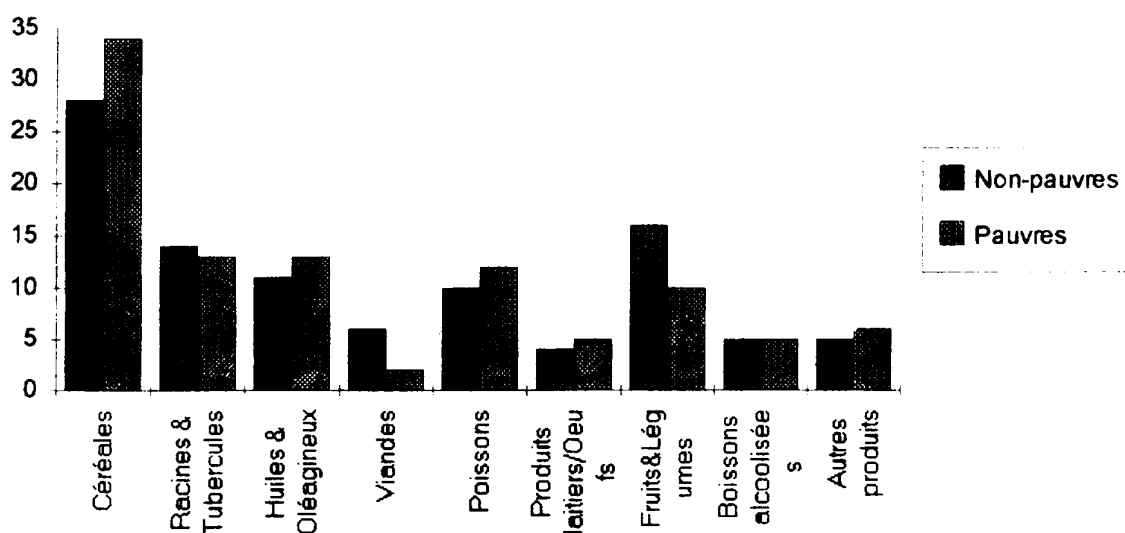


Tableau 3.12  
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural  
non pauvre de la zone de la dépression

Groupe produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	10305,75	32,28	6770,66	31,15	9434,77	22,95	8608,25	27,33	35119,43	27,81
Racines et tubercules	4330,45	13,61	2880,32	12,88	6575,05	16,00	4414,85	14,01	18200,67	14,41
Huiles et oléagineux	2479,27	7,79	2127,23	9,79	5562,08	13,53	3894,00	12,36	14062,58	11,14
Viandes	1916,12	6,02	726,45	3,34	3143,16	7,65	2028,66	6,44	7814,39	6,19
Poissons/fruits de mer	2068,08	6,50	2310,00	10,63	4077,31	9,92	3615,58	11,48	12070,66	9,56
Produits laitiers/œufs	1234,99	3,88	947,07	4,36	1395,74	3,40	1406,10	4,46	4983,9	3,95
Fruits et légumes	4485,11	14,09	3202,14	14,73	7822,66	19,03	5130,08	16,28	20639,99	16,34
Boissons non alcoolisées	364,24	1,14	25,88	0,12	25,55	0,06	47,46	0,15	463,13	0,40
Boissons alcoolisées	3127,00	9,82	1186,78	5,46	971,00	2,36	765,22	2,43	6050	4,80
Autres produits	1518,55	4,77	1637,57	7,53	2097,18	5,10	1592,98	5,06	6846,28	5,4
Dépenses alimentaires totales	31829,56	100	21734,10	100	41104,50	100	31503,19	100	126251,03	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.13**  
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural  
pauvre de la zone de la dépression

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	1749,35	24,23	2295,18	39,29	3066,88		3533,39	37,87	10644,8	34,40
Racines et tubercules	1109,92	15,37	587,01	10,05	1008,09	35,87	1164,00	12,48	3869,02	12,50
Huiles et oléagineux	740,19	10,25	776,65	13,29	1603,62	11,79	884,61	9,48	4005,07	12,94
Viandes	28,51	0,39	16,59	0,28	210,71	18,76	319,09	3,42	574,9	1,86
Poissons/fruits de mer	1257,90	17,42	625,82	10,71	706,21	2,46	976,26	10,46	3566,19	11,53
Produits laitiers/oeufs	303,44	4,20	333,87	5,72	468,34	8,26	434,04	4,65	1539,69	4,98
Fruits et légumes	692,17	9,59	628,51	10,76	952,20	5,48	912,43	9,78	3185,31	10,29
Boissons non alcoolisées	50,78	0,70	-	-	5,36	11,14	9,13	0,10	65,27	0,21
Boissons alcoolisées	578,55	8,01	304,41	5,41	146,34	0,06	652,48	6,99	1681,78	5,44
Autres produits	708,95	9,82	273,75	4,69	381,56	4,46	444,74	4,77	1809	5,85
Dépenses alimentaires totales	7219,78	100	5841,80	100	8549,31	100	9330,17	100	30941,03	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

A l'intérieur du groupe des céréales, le maïs domine de loin toutes les autres céréales (67 % des dépenses pour les céréales). Le riz est aussi consommé dans la zone et on lui consacre 16 % des dépenses en céréales. Le blé et le mil/sorgho ne sont presque pas consommés en milieu rural de la zone de la dépression (voir tableau 3.14). Les habitudes de consommation diffèrent un peu selon que le ménage est pauvre ou non pauvre. Les ménages pauvres accordent plus d'importance au maïs (73 % contre 67 % chez les non pauvres) alors que les ménages non pauvres dépensent relativement plus sur le riz (17 % contre 7 % chez les pauvres) (voir tableaux 3.15 et 3.16). Cela est peut-être lié au coût du riz plus facile à supporter chez les premiers que chez les derniers. Le riz est un produit "de luxe" en milieu rural.

A l'intérieur des tubercules, les ménages consomment plus le manioc que l'igname. Le manioc est, en effet, la tubercule la plus cultivée dans la zone. Les dépenses de consommation du manioc et de l'igname représentent respectivement 66 % et 16 % des dépenses effectuées sur les tubercules (voir tableau 3.14). Les ménages non pauvres consomment plus d'igname et moins de manioc que les pauvres (17 % et 65 % respectivement contre 11 % et 79 %; voir tableaux 3.15 et 3.16). Ce constat se justifie dans la mesure où la grande partie de la consommation d'igname au niveau de la zone est achetée. Il faut donc avoir l'argent pour s'en procurer.

**Tableau 3.14**  
Dépenses pour les céréales et tubercules par membre du ménage rural  
de la zone de la dépression

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Céréales</b>										
Riz	1304,10	17,05	554,63	10,86	1207,76	17,94	1081,01	17,04	4147,50	16,06
Maïs	5070,88	66,32	3348,84	65,58	4553,35	67,64	4436,50	69,94	17408,97	67,41
Mil/sorgho	56,70	0,74	-	-	29,74	0,44	-	-	86,44	0,33
Blé	39,15	0,51	18,98	0,37	2,55	0,04	62,88	0,99	123,55	0,48
Autres céréales	1175,78	15,38	1183,74	23,19	937,94	13,93	762,90	12,03	4060,35	15,72
Total céréales	7646,60	100	5105,58	100	6731,34	100	6343,28	100	25826,80	100
<b>Tubercules</b>										
Manioc	2506,85	78,00	1237,78	63,98	2132,21	55,11	2096,61	70,42	7973,46	66,47
Igname	335,20	10,43	370,62	19,16	816,62	21,11	356,03	11,96	1878,46	15,66
Pommes de terre/patate	88,67	2,76	174,09	9,00	471,11	12,18	139,34	4,68	873,21	7,28
Autres tubercules	283,37	8,82	152,29	7,87	449,21	11,61	385,42	12,94	1270,30	10,59
Total tubercules	3214,09	100	1934,78	100	3869,15	100	2977,41	100	11995,43	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995



**Tableau 3.15**  
**Dépenses pour les céréales et tubercules par membre du ménage rural**  
**non pauvre de la zone de la dépression**

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Céréales</b>										
Riz	1764,96	17,13	815,59	12,05	1895,13	20,09	1615,69	18,77	6091,37	17,34
Maïs	6754,17	65,54	4421,88	65,31	6298,26	66,76	5987,03	69,55	23461,34	66,80
Mil/sorgho	92,57	0,90	-	-	58,04	0,62	-	-	150,61	0,44
Blé	63,91	0,62	31,63	0,47	4,85	0,05	107,00	1,24	207,39	0,59
Autres céréales	1630,13	15,82	1501,56	22,18	1178,50	12,49	898,53	10,44	5208,72	14,83
Total céréales	10305,75	100	6770,66	100	9434,77	100	8608,25	100	35119,43	100
<b>Tubercules</b>										
Manioc	3457,65	79,85	1686,58	60,23	3635,71	55,30	3019,97	68,40	11799,91	65,13
Igname	451,51	10,43	614,10	21,93	1497,57	22,78	535,59	12,13	3098,77	17,10
Pommes de terre/patate	112,70	2,60	287,00	10,25	896,98	13,64	216,42	4,90	1513,10	8,35
Autres tubercules	308,59	7,13	212,64	7,59	544,79	8,29	642,86	14,56	1706,88	9,42
Total tubercules	4330,45	100	2800,32	100	6575,05	100	4414,85	100	18118,66	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.16**  
**Dépenses pour les céréales et tubercules par membre du ménage rural**  
**pauvre de la zone de la dépression**

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Céréales</b>										
Riz	65,04	3,72	33,18	1,45	189,61	6,18	445,30	12,60	733,13	6,89
Maïs	1479,91	84,60	1782,64	77,67	2124,61	69,28	2402,35	67,99	7789,50	73,18
Mil/sorgho	-	-	-	-	0,74	0,02	-	-	0,74	0,01
Blé	-	-	-	-	0,27	0,01	15,26	0,43	15,53	0,15
Autres céréales	204,41	11,68	479,36	20,89	751,65	24,51	670,48	18,98	2105,89	19,78
Total céréales	1749,35	100	2295,18	100	3066,88	100	3533,39	100	10644,80	100
<b>Tubercules</b>										
Manioc	735,18	66,24	524,37	89,33	748,78	74,28	88,78	88,78	3041,68	78,62
Igname	262,25	23,63	-	-	146,39	14,52	1033,35	2,65	439,47	11,36
Pommes de terre/patate	-	-	-	-	14,16	1,40	30,83	0,35	18,29	0,47
Autres tubercules	112,49	10,13	62,64	10,67	98,76	9,80	4,13	8,22	369,59	9,55
Total tubercules	1109,92	100	587,01	100	1008,09	100	95,70	100	3869,03	100
							1164,00			

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Outre les dépenses alimentaires, un autre indicateur de la situation alimentaire des ménages ruraux est le nombre de repas pris par jour. Ce nombre varie entre 2,8 et 3 en milieu rural de la zone de la dépression. Il ne change pratiquement pas d'une catégorie socio-économique à une autre. Cette similitude dans les situations ne reflète pas la différence possible qu'il peut y avoir entre les différentes catégories en ce qui concerne la qualité et la quantité des repas.

Au niveau de la zone de la dépression, les ménages ruraux achètent 48% de leur consommation de maïs. La période de dépendance maximale du marché pour ce produit de base de l'alimentation est celle de la grande soudure, c'est-à-dire de Mars à Mai (69% du produit sont achetés).

Cette zone n'étant pas réputée pour la culture du mil/sorgho, du riz et de l'igname, on constate qu'elle est fortement dépendante du marché pour ces produits (respectivement 66%, 100% et 42 % de ces produits sont achetés en moyenne sur les marchés) (voir tableau 3.17). Les périodes les plus

critiques de dépendance du marché varient selon les produits. Ainsi, pour le mil/sorgho, cette période est celle de Mars à Mai, période au cours de laquelle le produit est d'ailleurs consommé. En ce qui concerne le riz, quel qu'en soit la période, la totalité de la consommation est achetée. Quant à l'igname, les périodes de Mars-Mai (52%) et de Septembre-Novembre (57%) sont les plus critiques.

Il existent des différences entre les ménages pauvres et non pauvres en ce qui concerne la dépendance du marché. Ainsi, les ménages non pauvres sont plus dépendants du marché pour l'igname (45% contre 7% pour les pauvres) tandis que les ménages pauvres sont plus obligés de recourir au marché en ce qui concerne le mil/sorgho (100% contre 37% seulement chez les ménages non pauvres). On constate que quel qu'en soit la catégorie, les ménages ruraux de la zone de la dépression ont une dépendance du marché assez similaire pour le maïs, le manioc et le riz (voir tableaux 3.18 et 3.19).

**Tableau 3.17**  
**Part de la consommation des principaux produits de base achetée**  
**par les membres du ménage rural de la zone de la dépression**

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov. 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
Produits	%	%	%	%	%
Maïs	68,6	25,4	40,5	48,1	47,7
Mil/Sorgho	100,0	-	0,8	-	65,9
Manioc	6,7	64,3	27,4	19,6	25,6
Igname	52,2	20,4	57,0	20,0	41,9
Riz	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.18**  
**Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres**  
**du ménage rural non pauvre de la zone de la dépression**

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov. 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
Produits	%	%	%	%	%
Maïs	65,5	27,9	41,3	49,3	47,8
Mil/Sorgho	100,0	-	0,0	-	37,3
Manioc	6,9	1,6	29,0	20,4	17,1
Igname	59,9	20,0	59,7	19,7	44,9
Riz	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.19**  
**Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les**  
**membres du ménage rural pauvre de la zone de la dépression**

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept-Nov. 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
Produits	%	%	%	%	%
Maïs	100,0	22,5	39,2	38,7	46,8
Mil/Sorgho	-	-	100,0	-	100,0
Manioc	3,5	0,0	15,8	42,3	15,8
Igname	0,0	-	15,2	27,7	7,0
Riz	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.6 Dépenses non alimentaires des ménages ruraux

En milieu rural de la zone de la dépression, les postes de dépenses non-alimentaires les plus importants sont dans l'ordre décroissant le logement (34 % des dépenses non-alimentaires), l'habillement (33 %), la santé (14 %) et le transport (11 %). L'éducation et les loisirs représentent une part minime des dépenses non-alimentaires, soit 1 % des dépenses non-alimentaires sur chacun de ces deux postes (voir tableau 3.20). L'importance de la part accordée au logement pourrait s'expliquer par le fait que l'investissement dans ce domaine est devenu un moyen de mettre l'épargne à l'abri des dépenses courantes dans la mesure où il n'existe pas d'autres formes de placement sécurisantes. Le niveau des dépenses de santé est en valeur absolue faible (surtout au niveau des ménages pauvres) et donne une idée sur l'état sanitaire des populations. Elles ne sont tout simplement pas en mesure de se soigner. Quant aux cérémonies réputées ruineuses (obligations sociales), elles ne semblent pas constituer une source importante de dépense contrairement aux appréhensions.

On note des différences dans les habitudes de consommation non-alimentaire des ménages ruraux de la zone selon les périodes. C'est ainsi que, les dépenses de logement sont relativement plus importantes au cours de la période des récoltes entre juin et août. Les dépenses faites sur les articles d'habillement sont plus importantes au dernier passage, c'est-à-dire entre décembre et février. Les fêtes de fin d'année et les cérémonies sont certainement à la base de l'augmentation de la part relative de ces dépenses en cette période. Quant aux dépenses de transport, elles sont relativement importantes en période de soudure.

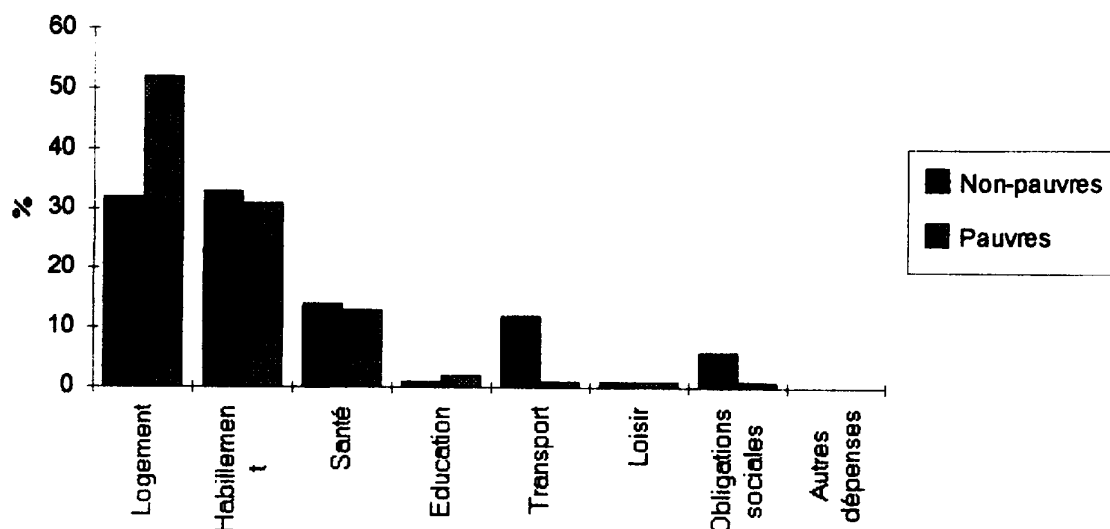
Les parts budgétaires de certains postes varient selon la catégorie socio-économique. Les parts des dépenses de transport et des obligations sociales augmentent avec le niveau de richesse alors que celle du logement baisse (voir tableaux 3.21 et 3.22 et graphique 3.9).

Tableau 3.20  
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural  
de la zone de la dépression

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	2886,16	30,87	3261,56	39,29	3770,82	32,86	3293,72	32,30	13212,26	33,60
Habillement	3084,03	32,99	2010,04	84,22	3229,39	28,14	4792,04	46,90	13115,5	33,35
Santé	1296,49	13,87	923,88	11,13	2021,93	17,62	1309,78	12,84	5552,08	14,12
Education	80,60	0,86	14,57	0,18	307,27	2,68	49,18	0,48	451,62	1,15
Transport	1765,15	18,88	1001,87	12,07	1090,28	9,50	533,72	5,23	4391,02	11,17
Loisir	167,95	1,80	67,77	0,83	105,05	0,92	2,27	0,02	343,04	0,87
Obligations sociales	58,26	0,62	1020,02	12,29	892,50	7,78	216,90	2,13	2187,68	5,56
Autres dépenses	9,38	0,10	-	-	58,76	0,51	-	-	68,14	0,18
Dépenses non-alimentaires totales	9348,02	100	8299,71	100	11475,99	100	10197,60	100	39321,34	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Graphique 3.9:**  
Structure des dépenses de consommation non alimentaire selon la  
catégorie socio-économique des ménages de la zone de la dépression



**Tableau 3.21**  
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural  
non pauvre de la zone de la dépression

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	3787,95	29,20	4561,52	37,99	5605,04	29,68	4634,02	30,80	18588,53	31,54
Habillement	4234,93	32,64	2878,41	23,97	5370,53	28,44	7040,19	46,80	19524,06	33,13
Santé	1661,40	12,81	1321,04	11,00	3339,32	17,68	2188,00	14,54	8509,76	14,44
Education	142,57	0,96	24,29	0,20	572,42	3,03	61,75	0,41	801,03	1,36
Transport	2849,08	21,96	1465,47	12,20	2016,85	10,68	907,92	6,03	7239,32	12,29
Loisir	274,21	2,11	84,47	0,70	160,30	0,85	-	-	518,98	0,88
Obligations sociales	26,76	0,21	1672,27	13,93	1703,45	9,02	212,86	1,41	3615,34	6,14
Autres dépenses	15,31	0,12	-	-	115,56	0,61	-	-	130,87	0,22
Dépenses non-alimentaires totales	12974,22	100	12007,46	100	18883,47	100	15044,73	100	58927,89	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.22**  
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural  
pauvre de la zone de la dépression

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	1344,44	59,00	1166,66	93,25	1454,18	51,32	1009,57	31,62	3808,19	39,85
Habillement	375,29	16,47	4,52	0,36	854,32	30,15	1706,22	53,45	4102,49	42,93
Santé	472,81	20,75	79,86	6,38	318,75	11,25	364,22	11,41	1155,78	12,10
Education	28,65	1,26	-	-	53,12	1,87	62,70	1,96	148,99	1,56
Transport	-	-	-	-	64,32	2,27	28,35	0,89	172,53	1,81
Loisir	-	-	-	-	71,06	2,51	-	-	71,06	0,74
Obligations sociales	57,55	2,53	-	-	17,61	0,62	21,30	0,67	96,46	1,01
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses non-alimentaires totales	2278,74	100	1251,04	100	2833,36	100	3192,35	100	9555,5	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 3.7 Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux

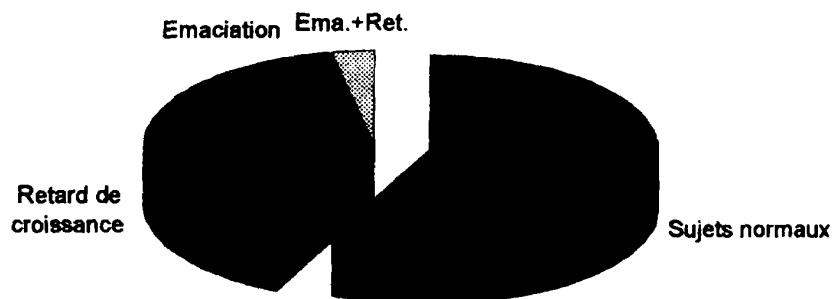
Au niveau de cette zone, 470 enfants de moins de 5 ans ont été suivis sur l'ensemble des quatre passages. On y compte 40% d'enfants de moins de 2 ans contre 60% de ceux de 2 à 5 ans. La répartition par sexe donne 53% de garçons et 47% de filles.

#### 3.7.1 Etat nutritionnel des enfants selon la classification de Waterlow

La classification de Waterlow est une méthode directe d'appréciation de l'état nutritionnel des enfants qui est basée sur la combinaison des deux indicateurs Poids/Taille (émaciation) et Taille/Âge (retard statural).

Sur l'ensemble des quatre passages et selon cette classification, 43% des enfants de moins de 5 ans sont malnutris. Cette zone est l'une des plus touchées par la malnutrition puisqu'au niveau de l'ensemble des huit zones il n'y a que 36% d'enfants malnutris. Ce résultat est conforme aux caractéristiques agro-écologiques de la zone. En effet, il s'agit d'une zone souvent enclavée où les échanges sont difficiles. La monoculture de maïs domine largement le système de culture. Il y a peu de terres disponibles pour la culture à cause de l'existence des forêts classées et des plantations domaniales. L'alimentation des enfants est basée presque exclusivement sur des aliments énergétiques et est très peu variée. Il faudrait rappeler que les Sous-préfectures de Zogbodoméy et de Lalo qui font partie de cette zone ont été maintes fois déjà identifiées comme zone d'insécurité alimentaire ou de malnutrition par la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée (DANA, 1991) et par l'Office Nationale d'appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA/FAO, 1992). Au niveau de ces cas de malnutrition, on découvre 34% de cas de retard de croissance signe d'un phénomène de déficit chronique et 6% de cas d'émaciation (voir graphique 3.10).

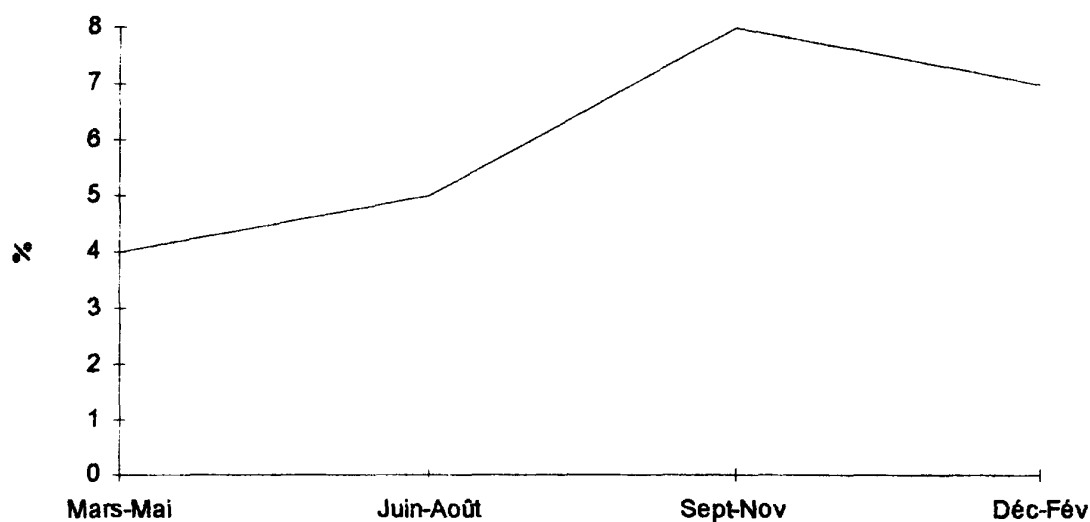
Graphique 3.10:  
Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel  
au niveau de la zone de la dépression



On note une variation saisonnière du taux de malnutrition. Ainsi, la période la plus difficile est celle du premier passage de Mars à Mai, correspondant pour l'ensemble du bas Bénin à la période de soudure. D'après le tableau 3.23, on constate que 46% des enfants sont malnutris pendant cette période. Seulement, par rapport à l'émaciation qui est la forme de malnutrition la plus liée aux variations saisonnières dans l'intervalle de quelques mois, on constate que la période la plus critique

est celle de Septembre-Novembre (voir graphique 3.11). La petite soudure apparaît alors plus dramatique pour les enfants. Cela est peut être lié à la mauvaise répartition des aliments à l'intérieur des ménages.

**Graphique 3.11:**  
Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés  
au niveau de la zone de la dépression



**Tableau 3.23**  
Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone  
de la dépression selon la classification de Waterlow

	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév95	
Etat nutritionnel	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sujets normaux	54	54.0	55	56.1	81	58.3	78	58.6	268	57.0
Sujets accusant un retard statural	39	39.0	36	36.7	43	30.9	42	31.6	160	34.0
Sujets émaciés	4	4.0	5	5.1	11	7.9	9	6.8	29	6.2
Sujets accusant un retard statural et émaciés	3	3.0	2	2.0	4	2.9	4	3.0	13	2.8
Sujets examinés	100	100,0	98	100,0	139	100,0	133	100,0	470	100,0

Source : PNUD - MDR, ECVR 1994-1995

Les garçons de la zone sont relativement plus touchés par la malnutrition (47% contre 35% des filles au cours des deux derniers passages: tableau 3.24). On constate également que les enfants de 2 à 5 ans sont relativement plus atteints notamment par le retard de croissance (42% contre 23% de ceux de moins de 2 ans). Cependant l'émaciation est beaucoup plus prononcée au niveau des enfants de moins de 2 ans (9,5% contre 4% environ au niveau des enfants de 2 à 5 ans).

**Tableau 3.24**  
Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone de la dépression  
selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat nutritionnel	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept. 94 - Fév. 95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	77	53.1	82	64.6
Enfants accusant un retard statural	49	33.8	36	28.3
Enfants émaciés	12	8.3	8	6.3
Enfants accusant un retard statural et émaciés	7	4.8	1	0.8
Enfants examinés	145	100.0	127	100.0

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994-1995

Comme dans la plupart des autres zones et au niveau de l'échantillon national, la malnutrition au niveau de la zone de la dépression est aussi liée à la pauvreté. En effet, on constate que les enfants de moins de 5 ans des ménages pauvres sont relativement plus touchés que ceux des autres ménages. Ainsi, 46% des enfants de moins de 5 ans des ménages pauvres sont mal nourris contre 41% des enfants des ménages non pauvres (voir tableau 3.25). Au seuil de 5% cette différence constatée est significative (test de khi deux).

**Tableau 3.25**  
Etat nutritionnel des enfants de la zone de la dépression  
selon les catégories socio-économiques

**a. Enfants 0-2 ans au cours de l'étude**

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	80	69.6	21	60.0	21	52.5	122	64.2
Retard statural	26	22.6	11	31.4	6	15.0	43	22.6
Emaciation	6	5.2	2	5.7	10	25.0	18	9.5
Retard + émaciation	3	2.6	1	2.9	3	7.5	7	3.7
Total	115	100	35	100.0	40	100.0	190	100.0

**b. Enfants 2-5 ans au cours de l'étude**

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	83	51.6	35	53.0	30	55.5	148	52.7
Retard statural	70	43.5	26	39.4	21	38.9	117	41.6
Emaciation	6	3.7	5	7.6	0	0.0	11	3.9
Retard + émaciation	2	1.2	0	0.0	3	5.6	5	1.8
Total	161	100	66	100	54	100	281	100

**c. Enfants 0-5 ans au cours de l'étude**

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		TOTAL	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	163	59.1	56	55.4	51	54.3	270	57.3
Retard statural	96	34.8	37	36.6	27	28.7	160	34.0
Emaciation	12	4.3	7	6.9	10	10.6	29	6.2
Retard + émaciation	5	1.8	1	1.0	6	6.4	12	2.5
Total	276	100	101	100	94	100	471	100

### 3.7.2 Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans

L'incidence moyenne de la rougeole au niveau de l'ensemble des ménages est de 6% (28 cas sur 470 enfants examinés) avec la période Juin à Août particulièrement difficile avec 10 cas sur 98 (10,2%). C'est peut être une situation particulière au cours de cette année.

Les séquelles de la poliomyélite sont très peu observées au niveau de la zone (3 cas sur 470 enfants).

Les maladies diarrhéiques touchent en moyenne 18% des enfants de moins de 5 ans. Le pourcentage est légèrement inférieur à la moyenne nationale qui est de 22%.

L'utilisation de la TRO (SRO + SSS) face aux maladies diarrhéiques est particulièrement élevée dans la zone ( 88% environ au niveau de la moyenne des deux derniers passages où il y a eu plus d'enfants enquêtés; voir tableau 3.28).

Tableau 3.26  
Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans  
de la zone de la dépression

Etat sanitaire	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév95	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Sujets ayant fait la rougeole	9	9.0	10	10.2	7	5.0	2	1.5	28	6.0
Sujets ayant fait la poliomyélite	1	1.0	0	0.0	2	1.4	0	0.0	3	0.6
Sujets ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	22	22	15	15.3	27	19.4	22	16.5	86	18.3
Sujets recensés	100		98		139		133		470	

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.27  
Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone de la dépression  
selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat sanitaire	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept. 94 - Fév. 95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants ayant fait la rougeole	6	4.1	3	2.4
Enfants ayant fait la poliomyélite	2	1.4	0	0.0
Enfants ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	21	14.5	28	22.0
Enfants recensés	145		127	

Source : PNUD - MDR, ECVR 1994-1995

### 3.7.3 Utilisation des services socio-sanitaires

Les accouchements assistés par du personnel qualifié sont en moyenne de 53% au niveau de la zone. Ce pourcentage apparaît meilleur à la situation nationale malgré la couverture assez moyenne en infrastructures sanitaires. Les ménages de la zone ont quand même la possibilité de fréquenter d'autres infrastructures environnantes.

Les taux de couverture vaccinale sont presque les mêmes que ceux obtenus au niveau de l'échantillon national. En effet, 50% des enfants de 12 à 24 mois sont vaccinés contre la rougeole et



47% ont fait la troisième dose du vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche. En moyenne, 38% des enfants de moins de 2 ans sont suivis du point de vue de la croissance au niveau de la zone.

L'ensemble de ces résultats semble signifier que la malnutrition au niveau de la zone est tout aussi liée aux disponibilités alimentaires assez précaires de la zone qu'à l'accès et à l'utilisation des infrastructures socio-sanitaires. Il y a un problème d'utilisation des aliments disponibles et aussi un problème de répartition des aliments au sein des ménages. Un programme cohérent d'Education, d'Information et de Communication dans le domaine suffirait à régler sensiblement les problèmes nutritionnels de la zone.

**Tableau 3.28**  
**Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone**  
**de la dépression au cours des deux derniers passages**

Autres indicateurs de santé	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<b>Enfants de moins de 5 ans</b>						
Sujets ayant été traités pour la diarrhée par TRO (1)	21	100.0	22	78.6	43	87.8
Sujets nés à la maternité	76	52.4	68	53.5	144	52.9
<b>Sujets recensés de moins de 5 ans</b>	<b>145</b>		<b>127</b>		<b>272</b>	
<b>Enfants de moins de 2 ans</b>						
Sujets vaccinés contre la rougeole (2)	15	48.4	14	51.8	29	50.0
Sujets ayant reçu la 3 <sup>ème</sup> dose du DTC (2)	13	41.9	14	51.8	27	46.6
Sujets non suivis dans un centre de suivi de la croissance (3)	34	56.7	34	68.0	68	61.8
<b>Sujets recensés de moins de 2 ans</b>	<b>60</b>		<b>50</b>		<b>110</b>	

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994-1995

(1) Le pourcentage se rapporte au nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant eu la diarrhée indiqué aux deux tableaux précédents.

(2) Le pourcentage se rapporte au groupe cible, soit les enfants de 12 à 24 mois.

(3) Le pourcentage se rapporte aux sujets étudiés, soit les enfants de moins de 2 ans.

Au niveau de la zone de la dépression, en cas de maladies les membres des ménages ruraux ont recours majoritairement à la médecine moderne (78%). On constate à ce niveau que 40% préfèrent aller vers un agent de santé alors que 38% préfèrent prendre des médicaments indiqués ou conseillés par un tiers c'est-à-dire pratiquent l'automédication. La médecine traditionnelle n'est utilisée que par 13% à peine des membres malades des ménages ruraux. Là aussi, on constate que 8,3% vont chercher eux-mêmes les plantes au lieu de se confier à un spécialiste.

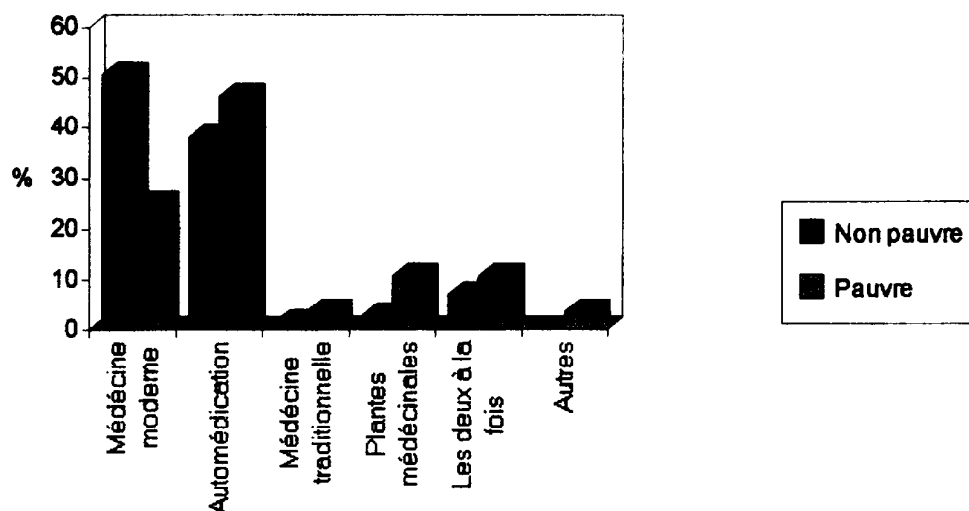
Cette tendance globale en matière de choix de traitement s'observe aussi chez les ménages pauvres que non pauvres. Seulement, alors que les ménages non pauvres vont beaucoup plus vers les agents de santé (51% contre 25% des ménages pauvres), les ménages pauvres pratiquent beaucoup plus l'automédication des produits chimiques (46% contre 38% chez les non pauvre). On observe pratiquement le même réflexe en ce qui concerne la médecine traditionnelle au sens large (voir tableau 3.29 et graphique 3.12).

**Tableau 3.29**  
**Recours aux soins de santé des membres des ménages de la zone de la dépression**  
**selon les catégories socio-économiques**

Type de soins	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
Médecine moderne	36	50,7	20	34,5	7	25,0	63	40,1
Médecine traditionnelle	1	1,4	5	8,6	1	3,6	7	4,5
Les 2 à la fois	5	7,0	6	10,3	3	10,7	14	8,9
Automédication	27	38,0	19	32,8	13	46,4	59	37,6
Plantes médicinales	2	2,8	8	13,8	3	10,7	13	8,3
Autres	0	0,0	0	0,0	1	3,6	1	0,6
Total	71	100,0	58	100,0	28	100,0	157	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Graphique 3.12:**  
**Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories**  
**socio-économiques au niveau de la zone de la dépression**



### 3.8 Niveau et accès à l'éducation des membres des ménages ruraux

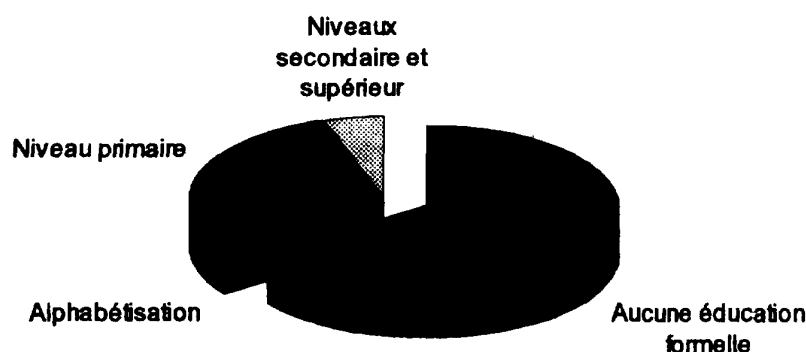
Un autre volet important de la caractérisation des pauvres est l'éducation. A l'instar des résultats relatifs à la nutrition et à la santé, ceux concernant l'éducation viennent confirmer la mauvaise situation des ménages ruraux dans leur ensemble dans le domaine de la satisfaction des besoins de base. En terme de niveau d'éducation, 66 % des membres des ménages n'ont reçu aucune éducation formelle et peuvent être considérés comme analphabètes. Seuls 28 % des membres des ménages ont fréquenté une fois l'école primaire et 4 % le cours secondaire. On ne dénombre pas de membres ayant fait les études supérieures dans les ménages ruraux de la zone (voir tableau 3.30 et graphique 3.13).

**Tableau 3.30**  
**Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone de la dépression**  
**dans différentes catégories socio-économiques**

Niveau d'éducation	Non pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	129	65,8	73	60,3	331	65,5
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	3	1,5	1	0,8	6	1,2
Reçu une alphabétisation en arabe	0	0,0	1	0,8	1	0,2
Fréquenté l'école primaire	52	26,5	40	33,1	143	28,3
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	9	4,6	5	4,1	19	3,8
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	3	1,5	1	0,8	5	1,0
Fréquenté l'enseignement supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total membres	196	100,0	121	100,0	505	100,0

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

**Graphique 3.13:**  
**Répartition des membres des ménages ruraux de la zone**  
**de la dépression selon leur niveau d'éducation**



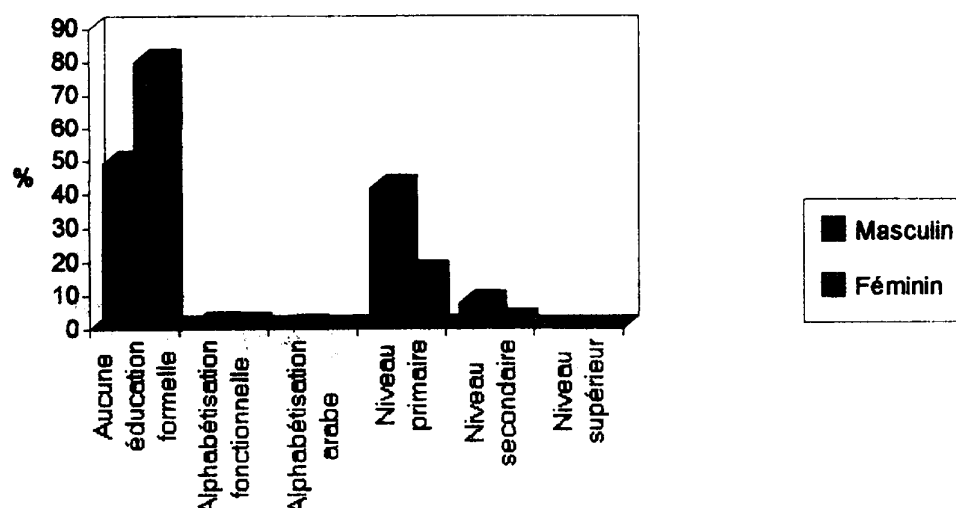
La situation au niveau de l'éducation varie selon la catégorie socio-économique du ménage et le sexe des membres des ménages. Ainsi, le pourcentage de membres analphabètes diminue avec le niveau de richesse alors que celui des membres ayant fréquenté l'école primaire augmente. L'analphabétisme est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes: 80 % des femmes sont analphabètes contre 49 % pour les hommes. Au moment où on enregistre 42 % de membres ayant fréquenté l'école primaire au niveau des hommes, ce pourcentage n'est que de 17 % au niveau des femmes, soit un rapport du simple au double (voir tableaux 3.31 et graphique 3.14). Cette différence observée entre genre provient du fait qu'il existe des facteurs sociologiques (mariage précoce, risques de grossesse, investissement profitant surtout à la famille du mari) dans les milieux ruraux qui limitent la fréquentation des institutions de formation formelle par les femmes. Une formation des ruraux en la matière suivie d'un allègement des coûts de formation des filles supportés par les parents et l'adaptation des formations aux besoins réels des ruraux et à la situation économique actuelle du pays contribueront à la correction de la situation des femmes. L'Etat a déjà pris une mesure dans le cadre de l'allègement des coûts supportés par les parents: suppression des frais d'écologie des filles en milieu rural depuis 1993. Cette initiative doit être poursuivie et s'étendre aux fournitures scolaires et à la réouverture des internats.

**Tableau 3. 31**  
**Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone**  
**de la dépression selon le sexe**

Niveau d'éducation	Hommes		Femmes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	117	49.2	214	80.1	331	65.5
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	3	1.3	3	1.1	6	1.2
Reçu une alphabétisation en arabe	1	0.4			1	0.2
Fréquenté l'école primaire	99	41.6	44	16.5	143	28.3
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	13	5.5	6	2.2	19	3.8
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	5	2.1	-	-	5	1.0
Fréquenté l'enseignement supérieur	-	-	-	-	-	-
Total membres	238	100	267	100	505	100

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

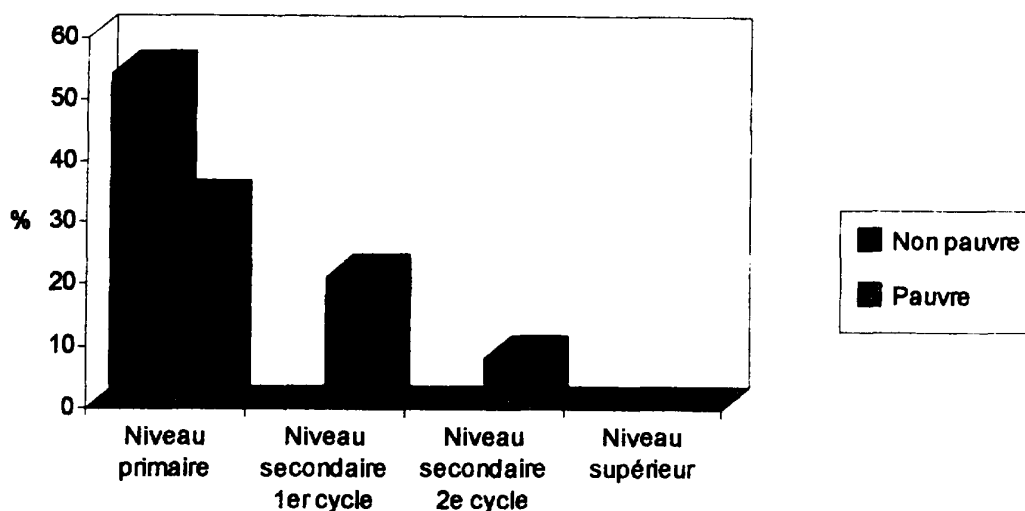
**Graphique 3.14:**  
**Niveau d'éducation des membres des ménages**  
**de la zone de la dépression selon le sexe**



Parmi les enfants d'âge scolaire, la situation est relativement meilleure au niveau primaire où on enregistre un taux de scolarisation d'environ 41 %. Ce taux varie avec le niveau de la pauvreté. En ce qui concerne les autres ordres d'enseignement, le taux de scolarisation est de 26 % et 20 % respectivement pour le premier et le second cycle du secondaire (voir tableau 3.32). Malgré la suffisance de la couverture en matière d'infrastructures scolaires de la zone, les taux de scolarisation ne sont pas des meilleurs du pays. Ce qui pose un problème d'utilisation des services sociaux et justifie la proposition relative à la formation des ruraux.

Les enfants des ménages non pauvres s'inscrivent relativement plus au cours primaire que ceux des ménages pauvres. Par contre, on observe plus d'enfants du niveau secondaire au niveau des ménages pauvres que des non pauvres (voir graphique 3.15). A première vue, cela paraît anormale mais il semble qu'une déscolarisation des enfants des ménages pauvres qui faute de moyens ont dû rejoindre les parents au village.

**Graphique 3.15:**  
Taux de scolarisation des enfants de la zone de la dépression  
selon les catégories socio-économiques des ménages



**Tableau 3.32**  
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone de la  
dépression selon la catégorie socio-économique du ménage

Niveau d'instruction	Non pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
* Niveau primaire	26	54,2	10	33,3	58	42,3
* Niveau secondaire premier cycle	0	0,0	4	21,1	5	7,2
* Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	1	8,3	1	3,2
* Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

**Tableau 3.33**  
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone  
de la dépression selon le sexe de l'enfant

Niveau d'instruction	Hommes		Femmes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
* Niveau primaire	35	47,3	23	36,5	58	42,3
* Niveau secondaire premier cycle	4	9,8	1	3,6	5	7,2
* Niveau secondaire deuxième cycle	1	7,1	-	0,0	1	3,2
* Niveau supérieur	-	0,0	-	0,0	-	0,0

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

Les principales raisons évoquées pour expliquer la non scolarisation des enfants sont dans l'ordre d'importance l'âge jugé insuffisant (30 %) , le coût trop élevé des études (17 %) et le chômage des diplômés (17 %; voir graphique 3.16). Bien que les enfants aient déjà l'âge d'être scolarisés, les parents dans 30 % des cas pensent toujours qu'ils sont trop jeunes. Ceci contribue à la faiblesse du taux de scolarisation dans la zone. Seule la sous-information sur la réglementation en la matière pourrait justifier ce comportement dans la mesure où les parents connaissent bien l'âge de leurs enfants et n'ont pas prétendu les retenir à la maison pour nécessité de travail. Il importe de leur

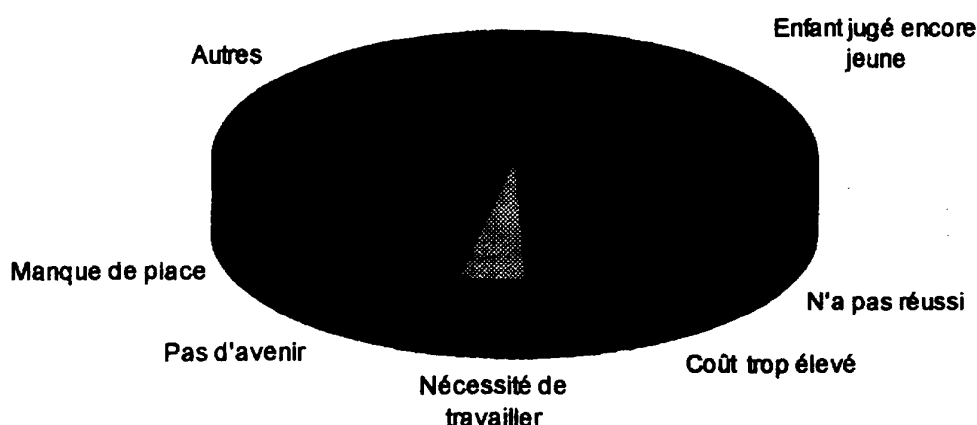
apporter l'information tout en démontrant les bienfaits de l'instruction malgré l'environnement socio-économique du pays caractérisé par un coût de vie élevé et le chômage.

Tableau 3.34  
Raisons de non-scolarisation des enfants de 5 à 14 selon le sexe  
dans la zone de la dépression

Raisons de non scolarisation	Garçons	%	Filles	%	Total	%
* Jugé trop jeune pour aller à l'école	17	36.2	16	25.8	33	30.3
* Nécessité de travailler	2	4.3	2	3.2	4	3.7
* Coût trop élevé des études	8	17.0	10	16.1	18	16.5
* Pas d'avenir pour les gens éduqués	8	17.0	10	16.1	18	16.5
* N'a pas réussi	2	4.3	1	1.6	3	2.8
* Manque de place à l'école			2	3.2	2	1.8
* Autres raisons	10	21.3	21	33.9	31	28.4
Total	47	100	62	100	109	100

Source: PNUD - MDR, ECVR 1994 - 1995

Graphique 3.16:  
Raisons de non scolarisation des enfants de la zone de la dépression



### 3.9 Patrimoine des ménages ruraux

En milieu rural de la zone de la dépression, les maisons les plus répandues sont les maisons avec des murs en terre et toit en tôle (habitat intermédiaire): 65 % des maisons ont ces caractéristiques et chaque ménage en possède en moyenne 1. Elles sont suivies par les maisons avec des murs en terre et toit en paille (habitat traditionnel) qui ne représentent que 31 % des maisons et qu'on retrouve dans les ménages à raison d'un pour deux ménages en moyenne. Les maisons avec des murs en agglomérés et toit en tôle (habitat moderne) ne représentent que 3 % des maisons: on en dénombre une pour 20 ménages (voir tableau 3.35). On peut conclure à une évolution de l'habitat traditionnel vers l'habitat intermédiaire. La répartition des maisons sur ces trois types d'habitat et selon la catégorie socio-économique du ménage qui les possèdent révèle que l'habitat intermédiaire représente la grande part des maisons quelle que soit la catégorie des ménages qui les possèdent (74% et 58 % respectivement pour les non pauvres et les pauvres). Il convient de remarquer cependant que les ménages pauvres n'ont pas du tout de maisons en agglomérés; leurs habitats sont à 42 % traditionnels et à 58 % intermédiaires. Tous les habitats modernes dénombrés l'ont été dans les ménages non pauvres (voir tableau 3.35).

Les ménages ruraux de la zone ne possèdent presque pas les autres installations fixes. En effet, à l'exception des greniers qu'on rencontre à raison d'au moins un (1) en moyenne pour trois (3) ménages, toutes les autres installations fixes sont presque inexistantes dans le patrimoine des ménages: moins de un (1) en moyenne pour dix (10) ménages. La possession de ces autres installations fixes n'est pas liée au niveau de richesse (voir tableau 3.36).

**Tableau 3.35**  
**Nombre moyen et pourcentage des maisons**  
**selon le type et la catégorie socio-économique des ménages**

Type d'habitat	Non Pauvre		Pauvres		Nombre moyen de maisons	% du total des maisons
	Nombre moyen de maisons	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons	% du total des maisons		
Maison avec murs en agglomérés et toit en tôle	.10	6.25			.05	3.09
Maison avec murs en terre et toit en tôle	1.18	73.96	1.03	57.81	1.08	65.46
Maison avec murs en terre et toit en paille	.32	19.79	.75	42.19	.52	31.44
Total	1.60	100.00	1.78	100.00	1.64	100.00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.36**  
**Nombre moyen des installations fixes**  
**selon le type et la catégorie socio-économique des ménages**

Autres installations fixes	Non Pauvre		Pauvres		Nombre recensé	Nombre moyen
	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen		
Etable	1	.02			1	.01
Bergerie	3	.05			4	.03
Grenier	24	.40	14	.39	42	.36
Porcherie	4	.07	1	.03	6	.05
Magasin de stockage			1	.03	1	.01
Autres installations	8	.13	1	.03	10	.08

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

En ce qui concerne l'équipement et le petit matériel agricole, seuls les petits matériels agricoles (houes, machettes, etc) se retrouvent dans tous les ménages ruraux. Ce sont des instruments rudimentaires qu'un ménage agricole doit nécessairement posséder (voir tableau 3.37).

Parmi les équipements ménagers et de transport, le foyer traditionnel, le poste radio et la bicyclette se rencontrent plus dans les ménages à raison de 0,6; 0,4 et 0,6 en moyenne respectivement. Les ménages pauvres possèdent en moyenne plus de foyers traditionnels alors que les postes radio et les bicyclettes se retrouvent plus chez les non pauvres. La possession des mobylettes est l'apanage des non pauvres chez qui on enregistre en moyenne 0,33 par ménage, soit un (1) en moyenne pour trois (3) ménages (voir tableau 3.38).

**Tableau 3.37**  
Nombre moyen des différents équipements agricoles possédés par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone de la dépression

Équipement et petit matériel agricole	Non Pauvre		Pauvres		Nombre recensé	Nombre moyen
	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen		
Attelage complet	4	.07			4	.03
Tracteur	1	.02			1	.01
Rapeuse manuelle	4	.07			7	.06
Rapeuse à moteur					1	.01
Filet	2	.03			2	.02
Autres équipements et petits matériels agricoles	120	2.00	50	1.39	230	1.95

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 3.38**  
Nombre moyen des différents équipements ménagers possédés par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone de la dépression

Équipement ménager et de transport	Non Pauvre		Pauvres		Nombre recensé	Nombre moyen
	Nombre recensé	Nombre moyen	Nombre recensé	Nombre moyen		
Moulin à moteur	2	.03			2	.02
Foyer amélioré	1	.02			1	.01
Foyer traditionnel	23	.38	30	.83	67	.57
Réchaud à pétrole	3	.05	3	.08	8	.07
Poste radio	25	.42	10	.28	46	.39
Téléviseur	1	.02	2	.06	5	.04
Magnétoscope	1	.02			3	.03
Groupe électrogène			1	.03	1	.01
Mobylette/Moto	20	.33	1	.03	24	.20
Bicyclette	40	.67	11	.31	66	.56
Autres équipement ménagers	114	1.90	44	1.22	194	1.64

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995



Dans la zone de la dépression, l'élevage du gros bétail n'est presque pas pratiqué. Les ménages ruraux de la zone élèvent plutôt les caprins, les porcins et les poulets. On dénombre en moyenne 1,9 caprins, 1,3 porcins et 10,9 poulets par ménage dans la zone. Les autres espèces animales se rencontrent moins fréquemment. Les ménages non pauvres possèdent plus de bêtes que les ménages pauvres (voir tableau 3.39).

**Tableau 3.39**  
**Nombre moyen des différentes espèces animales possédées par les**  
**ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone de la dépression**

Espèces animales	Non Pauvre		Pauvres		Nombre recensés	Nombre moyen par ménage
	Nombre recensés	Nombre moyen par ménage	Nombre recensés	Nombre moyen par ménage		
Bovins	2.00	.03			24.00	.20
Ovins	30.00	.50	8.00	.22	54.00	.46
Caprins	154.00	2.57	34.00	.94	226.00	1.92
Porcins	99.00	1.65	43.00	1.19	147.00	1.25
Poulets	666.00	11.10	300.00	8.33	1291.00	10.94

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

#### IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES

Cette section traite des difficultés rencontrées et des stratégies adoptées par les ménages ruraux dans le cadre des activités quotidiennes qu'ils mènent dans la zone en vue d'améliorer leurs conditions de vie. L'analyse met en évidence les différences et les similitudes dans les attitudes et les perceptions existant d'une part entre chefs ménages hommes et les femmes et d'autre part entre les ménages pauvres et non pauvres.

##### 4.1. Difficultés des chefs de ménage hommes et des femmes en milieu rural

Les difficultés relatives aux activités liées à la production végétale, l'élevage, le commerce et la transformation agro-alimentaire constituent celles qui sont citées le plus fréquemment par les chefs de ménages hommes. Ces secteurs d'activités représentent 97 % des difficultés citées. Les difficultés relatives à la production végétale sont les principales évoquées et représentent à elles seules 60 % de toutes les difficultés citées.

Les difficultés évoquées par les femmes suivent pratiquement le même ordre que celui obtenu pour les chefs de ménage hommes. On note cependant que la fréquence des difficultés évoquées d'un secteur à l'autre varie d'un groupe à l'autre.

Les deux groupes considèrent le secteur de la production végétale comme celui où les difficultés sont les plus importantes. Les différences entre ces deux groupes apparaissent vraiment lorsqu'on compare des secteurs comme ceux du commerce et de la transformation agro-alimentaire. Dans ces cas, les fréquences des difficultés citées vont du simple (respectivement 9 et 8 % pour les hommes) au double (respectivement 20 et 16 % pour les femmes). Enfin les difficultés liées à l'élevage sont citées dans les mêmes proportions.

Le tableau 4.1 présente les dix principales difficultés citées par les chefs de ménage hommes.

La *pénibilité du travail agricole* et l'*appauvrissement des sols* viennent en tête dans les mêmes proportions et couvrent près de 22 % des citations totales. Ces résultats illustrent bien le contexte dans lequel l'agriculture s'exerce dans la zone. On y pratique, en effet, une agriculture de subsistance peu ou pas mécanisée. Le relief de la zone la rend particulièrement vulnérable à l'érosion, notamment en période de pluie intense. L'amenuisement de la disponibilité des terres hors des sols argileux (donc plus faciles à travailler), du fait de la pression démographique, conduit à leur appauvrissement progressif.

On note que le *manque de crédit* est cité aussi très fréquemment comme un problème dans la zone. Cette situation vient renforcer les problèmes de pénibilité du travail agricole en limitant l'accès des ménages à un minimum de technologie agricole.

Certains problèmes en rapport avec l'élevage ont également été mentionnés quoique moins fréquemment que ceux liés à la production végétale. On constate, par exemple, que les vols d'animaux sont relativement très importants et que l'accès aux produits vétérinaires reste limité.

Le tableau 4.2 présente en ordre décroissant les dix principales difficultés citées par les femmes de la zone. Ces difficultés sont pratiquement les mêmes que celles relevées auprès des chefs de ménages hommes. Il est constaté que pour les femmes aussi, la production végétale demeure le secteur dominant en terme de fréquence et d'importance des difficultés citées.

On note néanmoins certaines différences notamment au niveau des activités commerciales. Les femmes ont cité fréquemment les difficultés qu'elles rencontrent au niveau des débouchés et du transport des produits agricoles et des produits transformés. Enfin, l'accès au crédit pour l'acquisition d'équipements agricoles et de transformation agro-alimentaire semble constituer une difficulté importante.

**Tableau 4.1**  
**Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes**

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	32	10.8
Production végétale	Appauvrissement du sol	31	10.5
Production végétale	Manque de crédit	27	9.1
Production végétale	Pénurie de terre	21	7.1
Elevage	Problèmes de vol d'animaux	21	7.1
Production végétale	Coût élevé de la main-d'œuvre	15	5.1
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	13	4.4
Elevage	Problème de disponibilité de produits vétérinaires	8	2.7
Activités commerciales	Problème de crédit	6	2
Production végétale	Mauvais approvisionnement en équipements	6	2

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 4.2**  
**Principales difficultés citées par les femmes**

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	20	9.5
Production végétale	Manque de crédit	15	7.1
Elevage	Problème de vol d'animaux	14	6.7
Production végétale	Appauvrissement du sol	14	6.7
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	12	5.7
Activités commerciales	Problème débouché/écoulement	10	4.8
Activités commerciales	Problème de transport des marchandises	9	4.3
Production végétale	Pénurie de terre	7	3.3
Activités commerciales	Problème de crédit	6	2.9
Elevage	Problème de pâturage	6	2.9

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

## **4.2 Difficultés des ménages ruraux non pauvres et pauvres**

Les difficultés les plus fréquemment citées par les ménages non pauvres touchent essentiellement les secteurs de la production végétale, de l'élevage et du commerce qui représentent près de 84 % du total des difficultés citées. Les difficultés relatives à la production végétale sont prépondérantes et représentent à elles seules 46 % du total des difficultés citées.

On note que les difficultés citées par les pauvres sont moins nombreuses mais que l'intensité des problèmes est beaucoup plus forte notamment au niveau du secteur de la production végétale qui représente à lui seul 74 % des difficultés citées.

Le secteur de la production agricole primaire (végétale et animale) représente à lui seul 85 % des problèmes des ménages pauvres.

Les difficultés relatives à la production végétale sont importantes pour les deux groupes, mais beaucoup plus pour les pauvres. Cette concentration des difficultés dans essentiellement un seul secteur notamment dans celui de la production végétale pour les ménages pauvres témoigne du poids de l'agriculture de subsistance pour cette catégorie.

Le tableau 4.3 présente les dix principales difficultés citées par les ménages non pauvres. Les difficultés liées au secteur de production végétale dominent nettement celles des autres secteurs. On constate toutefois que les entraves à l'expansion des activités commerciales sont aussi fréquemment citées en particulier. Les difficultés d'écoulement des produits et les faibles marges bénéficiaires sont citées par ce groupe.

Enfin le tableau 4.4 présente en ordre décroissant les dix (10) principales difficultés citées par les ménages pauvres. Il est important de noter que les cinq premières difficultés citées sont en rapport avec le secteur de production végétale. La pénibilité du travail et l'appauvrissement des sols apparaissent comme des difficultés majeures à surmonter pour améliorer un tant soit peu la situation des ménages pauvres.

Tableau 4.3  
Principales difficultés citées par les ménages non pauvres

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	24	9.0
Production végétale	Appauvrissement du sol	19	7.9
Elevage	Problème de vols d'animaux	18	7.4
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	17	7.0
Production végétale	Manque de crédit	16	6.6
Activités commerciales	Problème de débouché/écoulement	12	5.0
Production végétale	Coût élevé de la main-d'oeuvre agricole	11	4.5
Production végétale	Pénurie de terre	10	4.1
Activités commerciales	Problème de crédit	8	3.3
Activités commerciales	Marge réduite	6	2.5

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 4.4**  
**Principales difficultés citées par les ménages pauvres**

Secteur	Difficulté	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	14	18.2
Production végétale	Appauvrissement du sol	10	13.0
Production végétale	Manque de crédit	9	11
Production végétale	Pénurie de terre	5	6.5
Production végétale	Coût des équipements trop élevé	3	3.9
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	3	3.9
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	2	2.6
Activités commerciales	Marge réduite	2	2.6
Activités commerciales	Problème de conservation	1	1.3
Élevage	Problème de vol d'animaux	1	1.3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### **4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non pauvres**

Cette section du rapport traite des stratégies des ménages ruraux. L'analyse porte sur les causes et les solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres et non pauvres pour faire face aux principales difficultés qui affectent leurs activités économiques.

Les tableaux 4.5 et 4.6 présentent pour les principales difficultés rencontrées par les ménages pauvres et non pauvres, les trois (3) causes majeures de ces difficultés et les solutions adoptées par les ménages pour réduire les effets de ces contraintes. Les colonnes pourcentages donnent l'importance relative de la cause ou de la solution retenue dans l'ensemble des causes et des solutions citées par difficulté. Trois principales causes et solutions seulement ont été retenues pour les fins de l'analyse ce qui explique que le total par difficulté peut être inférieur à 100 pourcent.

L'analyse de ces quatre principales difficultés sera complétée par celle de certaines autres déjà examinées dans la section précédente.

**Tableau 4.5**  
**Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres**

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Manque de technologies économisant l'effort physique	64	1. Pénibilité du travail agricole manuel	1. Redoublement d'effort	50
2. Environnement naturel hostile	21		2. Limiter les superficies au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base	29
3. Problèmes d'animaux détruisant les cultures oiseaux, insectes, rats	7		3. Aide ou entraide entre producteurs	14
1. Surexploitation des terres	60	2. Appauvrissement du sol	1. Utilisation de moyens rudimentaires (techniques culturales traditionnelles et technologie simple)	33
2. Situation géographique et/ou caractéristiques du sol peu propices	20		2. Utilisation d'engrais lorsque possible	17
3. Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	10		3. Changement de technique culturale	17
1. Manque d'accès au crédit	30	3. Manque de crédit	1. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	43
2. Manque de capital minimum	20		2. Réduire les investissements au minimum	14
3. Manque d'appui ou mauvais suivi des agents de vulgarisation	20		3. Réduction des activités économiques	14
1. Volonté de Dieu ou des fétiches	38	4. Problème de sécheresse	1. Résignation, On accepte ce phénomène naturel	100
2. Environnement naturel hostile	38			
3. Surexploitation des terres	13			

Source: PNUD/MDR, ECVR, 1994-1995

**Tableau 4.6:**  
**Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres**

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Manque de technologies économisant l'effort physique	67	1. Pénibilité du travail agricole manuel	1. Redoublement d'effort	47
2. Manque de capital pour investir dans l'équipement	18		2. Utilisation de la main-d'oeuvre familiale	25
3. Mauvais état de santé de membres du ménage	10		3. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	13
1. Manque d'accès au crédit	22	2. Manque de crédit	1. Aide ou entraide entre voisins et membres du ménage	35
2. Manque de capital minimum	16		2. Redoublement d'effort sur les parcelles Accroître travail manuel	24
			3. Location ou emprunt d'argent à des voisins ou des membres du ménage	18
1. Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	75	3. Pénurie de terre	1. Location ou emprunt de terres à des voisins	73
2. Pression démographique	13		2. Travail davantage sur les parcelles disponibles	18
3. Politique de l'Etat. Non restitution des palmeraies aux producteurs par l'Etat	13		3. Approvisionnement en intrants pour intensification	9
1. Surexploitation des terres	54	4. Appauvrissement du sol	1. Redoublement d'effort	36
2. Disponibilité insuffisante d'intrants	23		2. Utilisation d'engrais	27
3. Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	15		3. Utilisation de moyens rudimentaires (techniques culturales)	18

Source: PNUD/MDR, ECVR, 1994-1995

**- Premier type de difficulté : Pénibilité du travail agricole manuel**

Pour l'ensemble des ménages ruraux (pauvres et non pauvres) les trois raisons ci-dessous expliquent cette difficulté qui, comme on l'a déjà vu, est très durement vécue par eux :

- \* la non-disponibilité par eux de matériels techniques et des équipements pouvant leur permettre une économie d'effort physique ;
- \* l'insuffisance de moyens financiers pour acquérir des équipements plus modernes;
- \* le mauvais état de santé des membres des ménages.

Pour faire face à la pénibilité du travail, les ménages ruraux ont recours en premier lieu au redoublement d'effort, solution qu'ils combinent souvent avec la limitation des superficies à cultiver au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base. Les ménages non pauvres indiquent toutefois, qu'ils ont recours à la main-d'oeuvre familiale tandis que les ménages pauvres sollicitent davantage l'aide des autres producteurs.

- **Deuxième type de difficulté : L'appauvrissement des sols**

Dans la zone, les ménages ruraux disposent en général de terres fertiles mais situées sur des sols hydromorphes (s'inondent très rapidement). Cela est reconnu par tous les ménages pauvres comme non pauvres qui pensent que la situation géographique des terres en est la principale raison. C'est cette situation, selon les ménages ruraux, qui les conduit à une surexploitation des terres relativement mieux situées, appauvrissant ainsi davantage les sols. Ils pensent également que cet appauvrissement est dû à la disponibilité insuffisante au niveau local des intrants.

Pour lutter contre l'appauvrissement de leurs sols, les ménages ruraux pratiquent des techniques d'enrichissement du sol (jachère, fumure) ou utilisent des engrais si possible. Parfois, ils utilisent plus la force humaine afin de compenser la faible productivité des sols.

- **Troisième type de difficulté : Le manque de crédit**

Les ménages ruraux estiment qu'ils n'ont pas accès au crédit essentiellement parce qu'ils n'arrivent pas à réunir le capital minimum requis. En outre, les ménages pauvres pensent que cette situation serait également due à leur méconnaissance des mécanismes d'obtention de crédit du fait du peu d'appui des structures d'encadrement dans ce domaine.

Dans ce cas, une seule solution semble avoir été véritablement adoptée par les ménages ruraux : avoir recours à l'entraide mutuelle (pour l'emprunt d'argent ou d'équipement). Si cela n'est pas possible, ils « font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont ». Cette attitude des ménages ruraux de la zone pose clairement la question du financement du secteur rural.

- **Quatrième type de difficulté : Pénurie de terre**

Le problème d'accès à la ressource terre a été évoqué par les ménages non pauvres qui pensent qu'il constitue une contrainte majeure pour les ménages de la zone du fait de la pression démographique. L'autre cause qui est citée et qui constitue au fait la vraie raison de pénurie de terre dans la zone est la confiscation des terres des paysans au profit de l'installation des palmeraies industrielles de l'Etat.

Pour y faire face, les ménages ruraux adoptent trois types de solutions:

- location ou emprunt de terre à des voisins;
- redoublement d'effort sur les parcelles disponibles (agriculture intensive);
- utilisation d'intrants agricoles en vue d'une intensification

- **Cinquième type de difficulté : Problème de sécheresse**

Le problème de la sécheresse a été évoqué par les ménages ruraux pauvres de la zone à cause des perturbations climatiques enregistrées au cours de la campagne agricole 1994-1995. Il ne s'agit donc pas d'un problème structurelle. Selon eux cette difficulté est l'oeuvre du Dieu et des fétiches ou liée à leur environnement naturel qui leur est hostile.

C'est une difficulté face à laquelle ils n'ont aucune solution et se résignent.



- **Sixième type de difficulté : Manque de matériels adaptés pour la transformation agro-alimentaire**

Le manque de matériels adaptés pour la transformation agro-alimentaire vient d'une part du manque de capital nécessaire pour acheter l'équipement, même à crédit et d'autre part du manque de technologies adaptées aux conditions de fonctionnement en milieu rural et aux connaissances des ménages ruraux. Le peu de matériels disponibles est surexploité.

Pour remédier à cette difficulté les ruraux, notamment les femmes essayent de se débrouiller avec les moyens de bord (utilisation de moyens rudimentaires, location ou emprunt d'équipement chez des amis). Elles n'ont pas vraiment d'alternatives dans une situation de contraintes financières et de manque d'accès au crédit.

- **Septième type de difficulté : Coût trop élevé des intrants agricoles**

Selon les ménages ruraux, la principale cause du coût élevé des intrants agricoles est la dévaluation du F.CFA qui a doublé le coût des engrais chimiques et des produits phytosanitaires importés. Une alternative pour certains ménages (surtout ceux du département de l'Ouémé) consiste à s'approvisionner en intrants à partir du Nigéria. Mais les taxes et les péages informels des agents de l'administration renchérissent les coûts de ces intrants. La troisième cause évoquée est la non disponibilité des intrants au niveau de certaines localités; la commercialisation des intrants n'étant pas rentable pour les commerçants dans lesdites localités.

Face aux coûts élevés des intrants agricoles, les ménages ruraux adoptent trois principales solutions à savoir premièrement la réduction des quantités d'intrants utilisés par unité de superficie. Cette première solution adoptée contribue à une faible productivité et par conséquent conduit les ménages ruraux dans un cercle vicieux de la pauvreté. La deuxième solution est de faire recours à l'extérieur notamment les ONG afin de trouver des substituts. Enfin, les ménages tentent la fumure organique (compostage, etc)

- **Huitième type de difficulté : Absence de débouchés pour l'écoulement des produits transformés**

Cette difficulté est liée essentiellement à l'enclavement saisonnière de certaines localités de la zone (inondation), au manque de moyen de transport adéquat, à la méconnaissance des techniques de conservation puis au niveau bas des revenus des ménages de la zone. Ceci entraîne un déséquilibre entre l'offre et la demande de ces produits au niveau local; ce qui par surcroît réduit les marges bénéficiaires qui apparaît aussi comme une difficulté des femmes.

Face à cette difficulté aucune solution pertinente n'est adoptée au niveau de la zone sinon que la population se résigne.

- **Neuvième type de difficulté : Coût élevé/Manque de main-d'oeuvre agricole**

Le manque d'accès au crédit et aux intrants agricoles fait en sorte que le principal facteur de production agricole reste la main-d'oeuvre. L'appauvrissement des sols a conduit à une augmentation des superficies cultivées pour compenser la baisse de productivité, ce qui demande plus de main-d'oeuvre. Il arrive souvent des périodes de pointe de demande excessive de main-d'oeuvre comme les périodes de récolte, de préparation et d'entretien des cultures surtout pendant la petite saison où les ménages disposent de très peu de temps pour réussir. Cette forte demande engendre un coût élevé pour la main-d'oeuvre salariée. Cela fait que les ménages pauvres subissent en particulier un manque de main-d'oeuvre car ils n'ont pas les moyens d'engager de la main-d'oeuvre salariée.

Face au coût élevé de la main-d'oeuvre agricole, les ménages ruraux essaient d'utiliser au maximum la main-d'oeuvre familiale. Cependant cette ressource fortement sollicitée a ses limites, ce qui amène les ménages à limiter les superficies au strict minimum. Il s'agit là d'une solution de survie qui de surcroît conduit à un cercle vicieux de la pauvreté.

*En dehors du revenu beaucoup d'autres paramètres interviennent dans les conditions de vie des ménages tel qu'il apparaît dans l'énumération des difficultés. Indiscutablement les problèmes des ménages ruraux sont liés à trois paramètres majeurs à savoir:*

- *le niveau de formation de la population*
- *l'accès aux services sociaux de base*
- *l'accès aux ressources productives*

*Comme on le constate à travers les problèmes qui viennent d'être évoqués par les ménages ruraux tant pauvres que non pauvres, c'est seulement le dernier paramètre qui est mis en cause par l'énumération des difficultés comme: pénurie de terre, appauvrissement des terres, manque de crédit, manque d'équipements et d'intrants agricoles, manque de matériels adaptés à la transformation agro-alimentaire, marge bénéficiaire réduite, pénibilité du travail agricole manuel, absence de débouchés pour l'écoulement des produits, etc.*

*Les mesures préconisées par ces ménages pour remédier aux problèmes ne sont pas pertinentes. Les ménages sont dans la plupart des cas résignés ou adoptent des solutions qui indéniablement les conduisent dans un cercle vicieux de la pauvreté. C'est pourquoi il est urgent de concevoir un programme raisonnable qui devra prendre en compte la résolution des problèmes afférents non seulement à ces trois paramètres mais également régler les problèmes d'environnement institutionnel c'est à dire susciter la participation communautaire. C'est à cette tâche que le chapitre 6 s'est attelé à travers la proposition d'un canevas de lignes d'orientations.*

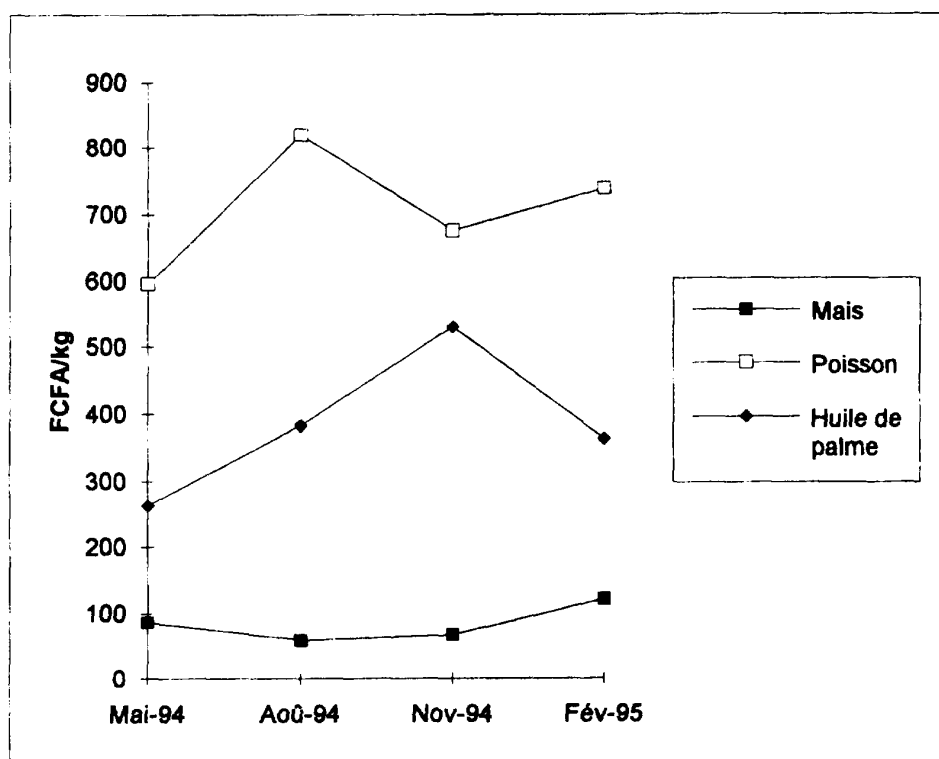
## V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA

### 5.1 L'évolution des prix sur les marchés ruraux

Les données fournies par l'ECVR permettent une analyse détaillée par zone agro-écologique des prix des produits alimentaires sur les marchés ruraux de mai 1994 à février 1995. Ces données sont disponibles pour les quatre passages de l'ECVR, soit mai, août et novembre 1994 et février 1995. On s'intéresse d'une part aux fluctuations entre les différents passages et d'autre part à la tendance entre le premier et le quatrième passages

Les fluctuations de prix ont varié de moyenne (poisson et huile de palme) à forte (maïs). La tendance annuelle est à la hausse, moyenne (poisson) à forte (maïs et huile de palme).

Graphique 5.1  
Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone de la dépression



Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 5.2 Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux

La zone de la dépression a connu aussi une consommation alimentaire assez semblable à la moyenne nationale avec une réduction légèrement plus fréquente de la qualité des produits locaux. Le haricot est relativement plus cité dans cette zone qu'au niveau national alors que le

gari et la viande sont peu cités. Cependant les changements de consommation par produit dans la zone sont assez similaires avec ceux observés au niveau national (voir tableau 5.1).

**Tableau 5.1**  
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone de la dépression

Produits	% des citations par produit					Nombre total de citations	% total citations produits locaux
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse		
Haricot	66,3	4,7	11,6	17,4	0,0	86	24,3
Maïs	36,5	9,5	46,0	7,9	0,0	63	17,8
Poisson	77,3	2,3	6,8	13,6	0,0	44	12,5
Huile d'arachide	68,3	0,0	0,0	31,7	0,0	41	11,6
Cossette d'igname	50,0	0,0	7,1	42,9	0,0	28	7,9
Produits locaux	60,5	3,6	19,6	16,2	0	357	100
Produits importés	77	1,5	4	17	0,5	200	NP
Total produits	66,4	2,9	14	16,5	0,2	557	NP

NP: Non pertinent

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 5.3 Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation non alimentaire des ménages ruraux

Les rangs des changements effectués dans la consommation par poste de dépenses non alimentaires dans la zone suivent la moyenne nationale. Par contre les ménages ruraux de cette zone ont plus souvent réduit les quantités consommées et ce, pour tous les postes. Ils ont aussi réduit plus fréquemment la qualité des dépenses de logement et de transport (voir tableau 5.2).

**Tableau 5.2**  
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone de la dépression

Postes	% des citations par produit					% total citations produits non alimentaires
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse	
Habillement	53,0	0,0	4,0	43,0	0,0	27,1
Santé	55,2	2,8	11,9	29,4	0,7	26,0
Obligations sociales	34,6	3,7	33,6	27,1	0,9	19,5
Logement	70,1	0,0	20,7	9,2	0,0	15,8
Transport	78,1	0,0	10,9	10,9	0,0	11,5
Total	55,6	1,5	15,3	27,3	0,4	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 5.4 Impact de la dévaluation sur la production vivrière des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact neutre sur la production vivrière. Cette neutralité des effets agrégés masque en fait des effets contraires. La rentabilité de certains produits a augmenté, en particulier pour le manioc, la tomate et le piment. Par contre la

rentabilité d'autres produits comme le maïs a baissé. Les effets de la dévaluation en termes de quantité produite ne sont pas très éloignées des tendances nationales avec une répartition à peu près équilibrée entre des hausses de production (piment, tomate et manioc), des baisses de production (maïs) et des productions stables (haricot).

**Tableau 5.3**  
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone de la dépression

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Maïs	48,0	32,0	20,0	125	45,3
Manioc	25,0	58,3	16,7	36	13,0
Tomate	20,0	71,4	8,6	35	12,7
Haricot	33,3	50,0	16,7	30	10,9
Piment	14,3	82,1	3,6	28	10,1
Total	35,1	47,5	17,4	276	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

**Tableau 5.4**  
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone de la dépression

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Maïs	45,6	15,2	39,2	125	45,3
Manioc	22,2	47,2	30,6	36	13,0
Tomate	11,4	57,1	31,4	35	12,7
Haricot	33,3	23,3	43,3	30	10,9
Piment	17,9	71,4	10,7	28	10,1
Total	32,2	31,9	35,9	276	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 5.5 Impact de la dévaluation sur la production de rente des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact modéré négatif sur la production de cultures de rente. La rentabilité a augmenté, en particulier pour l'arachide, mais la production est restée stable, voir a diminué pour certains ménages. Ceci peut s'expliquer par le manque de moyens et la priorité donnée à certaines cultures vivrières comme le piment, la tomate ou le manioc.

**Tableau 5.5**  
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone de la dépression

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Arachide	19,0	61,9	19,0	21	31,8
Total	18,2	59,1	22,7	66	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.6

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone de la dépression

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Arachide	38,1	4,8	57,1	21	32,3
Total	33,8	6,2	60,0	65	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 5.6 Impact de la dévaluation sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact plutôt modéré sur les activités de transformation agro-alimentaire et plutôt positif sur la rentabilité.

Tableau 5.7

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone de la dépression

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	24,6	47,4	28,1	57	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 5.7 Impact de la dévaluation sur les activités de commerce des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact modéré sur les activités de commerce et l'impact sur la rentabilité a été plutôt à la baisse.

Tableau 5.8

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone de la dépression

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	52,1	35,6	12,3	73	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

### 5.8 Impact de la dévaluation sur la solidarité communautaire des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact très faible sur la solidarité communautaire. Peu de ménages ruraux ont reçu ou envoyé des aides ou des personnes suite à la dévaluation. Les envois d'aide sont plus fréquents que les dons reçus (respectivement 10% et 4%). Les ménages ruraux ont envoyé à l'extérieur à peu près autant de personnes qu'ils en ont accueilli (2%).

Tableau 5.9  
Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone de la dépression

	% des ménages	
	Oui	Non
Aide en argent ou en nature		
Appel à des aides d'autres personnes	4,1	95,9
Dons faits à d'autres personnes	10,2	89,8
Ni aides reçues, ni dons faits	87,8	12,2
Accueil de personnes		
Personnes envoyées ailleurs	2,0	98,0
Personnes accueillies venant d'ailleurs	2,0	98,0
Aucun parent envoyé ou accueilli	95,9	4,1

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

## **VI. ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE**

### **6.1. Principes directeurs**

**1. Les orientations proposées touchent plusieurs domaines d'activité.** Elles s'insèrent dans la perspective du PNUD en matière de Développement Humain Durable. Les orientations sont conçues dans une vision systémique et multidisciplinaire. Les dimensions autres que celles économiques identifiées lors de l'étude sur la perception de la pauvreté en milieu rural ont été aussi prises en compte dans la formulation des orientations. Ainsi, les aspects environnementaux, sociaux, politiques et culturels ont été intégrés. La pauvreté n'est pas seulement une affaire de la faiblesse du niveau des dépenses, mais aussi de manque d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au marché, au crédit, à la technologie, à l'information, etc. Par conséquent, l'accès aux services sociaux de base a été analysé.

**2. Les orientations proposées interviennent aux niveaux macro, meso et micro.** L'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté supposent des actions concertées et des initiatives individuelles et collectives à tous les niveaux: le gouvernement central, les formes de gouvernement local, les donateurs, les ONG, les entrepreneurs privés, les groupements associatifs ou communautaires (coopératives, tontines, groupements villageois, etc.), les ménages ruraux. Les changements ne peuvent se réaliser de manière coercitive, mais par la formation, la participation et le dialogue en tenant compte des valeurs endogènes et des contraintes culturelles et culturelles des milieux.

**3. Les orientations proposées concernent différents horizons temporels: le court, le moyen et le long termes.** Dans tous les cas, il faut procéder avec des expériences pilotes à petite échelle pour tester et valider une intervention avant de l'appliquer au niveau de l'ensemble de la zone.

**4. Ces trois principes directeurs sont intégrés au sein d'un cube d'orientation stratégique** présenté à la figure 6.1.

**5. Enfin les orientations proposées visent soit l'ensemble des ménages ruraux, soit sont ciblées sur les pauvres ou les femmes.**

### **6.2 Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux**

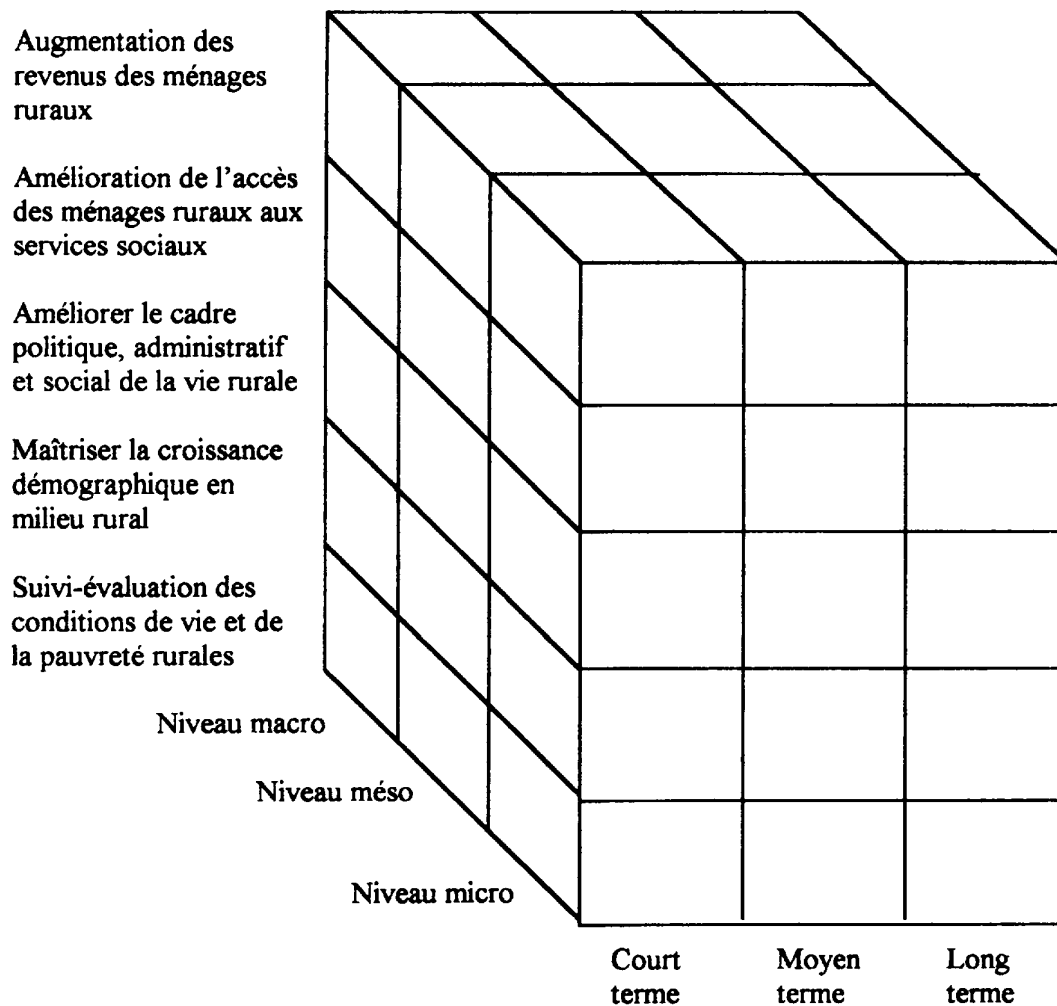
#### ***Premier axe d'intervention: les prix des équipements et des produits agricoles***

##### **Objectifs**

- Améliorer la rentabilité des activités agricoles et donc les revenus agricoles
- Augmenter l'utilisation d'intrants agricoles (semences améliorées, engrais organique et chimique, compost, produits phytosanitaires) qui permet d'augmenter la productivité et de lutter contre l'appauvrissement des sols
- Augmenter l'accès aux équipements agricoles et de transformation agro-alimentaire qui augmentent la productivité et les revenus et réduisent la pénibilité du travail manuel



**Figure 6.1: Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale**



#### Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

##### *Favoriser l'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur*

L'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur apparaît comme la meilleure méthode pour améliorer la rentabilité des activités agricoles et l'utilisation accrue d'intrants. Pour le coton, il est relativement facile d'augmenter le prix au producteur et ainsi de lui faire plus bénéficier du doublement du prix dénommé en FCFA suite à la dévaluation.

Pour les autres cultures, outre les effets indirects dus à la dévaluation, l'Etat peut favoriser une hausse des prix au producteur par l'amélioration des performances des filières concernées, en particulier la recherche de débouchés accrus, l'augmentation de la concurrence aux différents niveaux des filières, la réduction des coûts de transaction formels et informels qui grèvent les coûts de

commercialisation, le développement des infrastructures de stockage villageois et la circulation de l'information sur les prix et les opportunités de vente et d'achat.

Dans la lutte contre l'appauvrissement des sols, il faudra intensifier les actions des CARDER en matière de vulgarisation des techniques appropriées et oeuvrer à l'élimination des goulots d'étranglement qui bloquent l'adoption.

### Mesures ciblées sur les pauvres

#### *Favoriser l'achat d'équipements agricoles par les plus pauvres*

Ne pas faire de dons, mais prendre en charge une partie de la mise de fonds initiale qui représente entre 10 et 20% du prix d'achat, le reste (80%) étant financé à crédit. Dans tous les cas, le producteur doit mettre une partie de la mise de fonds initiale, si minime soit-elle et la rentabilité de l'investissement en équipement agricole doit permettre de rembourser le crédit octroyé.

#### ***Deuxième axe d'intervention: Promouvoir la transformation des produits agricoles***

##### Objectif

- Former les membres des ménages sur les techniques de conservation des produits maraîchers
- Revaloriser la filière des cultures maraîchères de contre saison

A cet effet, les expériences de certaines ONG de la place en matière de conservation des produits maraîchers (purée de tomate par l'ONG MJRC à Sè) méritent d'être vulgarisées dans la zone.

#### ***Troisième axe d'intervention: le crédit rural***

##### Objectif

Améliorer l'accès au crédit pour l'achat d'intrants agricoles et l'équipement agricole et de transformation agro-alimentaire, en particulier des pauvres:

- Le crédit intrants (type crédit de campagne) devrait stimuler l'utilisation des intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences sélectionnées) qui augmentera la productivité du sol (les rendements), la production et les revenus et contribuera à lutter contre l'appauvrissement des sols.
- Le crédit équipement agricole améliorera la productivité du sol et du travail et donc les revenus et réduira la pénibilité du travail agricole manuel.
- Le crédit équipement de transformation agro-alimentaire augmentera la productivité du travail féminin, réduira la pénibilité du travail des femmes, leur fera économiser du temps et peut indirectement contribuer à faciliter l'envoi des enfants, surtout des filles à l'école.

## Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

### *Renforcer le rôle des CLCAM*

- Encourager la mise en place de CLCAM dans certaines communes de la zone pour rapprocher la CLCAM des ménages ruraux
- Adapter la conditionnalité de l'accès au crédit par les CLCAM: réduction du montant de cotisation pour être membre de la CLCAM, réduction du montant minimal de l'argent en compte, suppression du délai entre l'ouverture du compte et la possibilité de contracter un prêt
- Assouplir les types de prêt en termes de montant, d'échéance et de secteur d'activité des CLCAM
- S'assurer toujours de la viabilité de l'institution financière qui n'est pas une institution charitable
- Encourager le regroupement de producteurs hommes et femmes pour réunir la mise de fonds minimale et les garanties nécessaires pour l'obtention d'un prêt
- Dans la mesure du possible, utiliser de l'argent chaud pour renforcer le sens des responsabilités et la probabilité de remboursement des prêts
- Mener des campagnes de sensibilisation, d'information et de formation particulièrement auprès des femmes et des pauvres sur les services offerts par la CLCAM et les modalités d'accès au crédit

### *Développer le potentiel d'autres formes alternatives de crédit*

Coopératives d'épargne et de crédit, tontines, banquiers itinérants, etc.

### *Mobiliser l'épargne locale*

En particulier en libérant les taux d'intérêt des mutuelles

## Mesures ciblées sur les pauvres

### *Réduire le taux d'intérêt de certains prêts aux plus pauvres*

Les expériences menées dans d'autres pays ont montré la nocivité de subventions générales sur le taux d'intérêt qui rend le capital artificiellement peu cher, mène à son gaspillage, démobilise l'épargne et n'est pas soutenable à long terme par l'Etat une fois que le financement du bailleur de fonds s'est arrêté. Cependant des réductions légères peuvent être accordées pour des prêts contribuant directement et fortement à l'augmentation des revenus des plus pauvres.

### *Combiner le crédit avec des réductions du prix des intrants pour les pauvres dans des conditions très particulières*

Des subventions sur les prix des intrants ne sont pas souhaitables pour ne pas fausser le système de prix et créer une mauvaise allocation de ressources. L'utilisation d'intrants produits par le paysan (engrais organique, compost) doit aussi être privilégiée. De plus elles ne sont pas vraiment possibles dans un contexte d'ajustement structurel. Cependant elles peuvent être envisagées dans des conditions particulières : des producteurs pauvres, localisés dans des zones à haut risque environnemental; des intrants qui contribuent directement à préserver les sols; une subvention limitée en importance et la plus ciblée possible pour limiter les coûts et éviter les effets de déperdition.

#### ***Quatrième axe d'intervention: les infrastructures de transport rurales***

##### **Objectifs**

- Désenclaver certaines localités pour donner au producteur un meilleur accès au marché, d'une part pour avoir un meilleur accès aux intrants et d'autre part pour pouvoir mieux écouler les produits agricoles
- Réduire les coûts de transport et augmenter les revenus du producteur
- Augmenter les opportunités économiques des ménages ruraux
- Améliorer l'accès à certains services

##### **Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux**

##### ***Construction, réfection et entretien de pistes et de ponceaux en milieu rural.***

Il s'agit d'élargir et d'améliorer le réseau de voies secondaires et tertiaires pour les rattacher aux voies primaires (les grandes routes). Selon le degré de pauvreté de la zone, les ménages ruraux auront à assumer une plus ou moins grande partie de ces coûts. Dans ce cadre les actions des CARDER en l'occurrence celui de l'Atlantique avec la GTZ qui consistent à ouvrir, réfectionner et entretenir des pistes rurales devront être encouragées.

#### ***Cinquième axe d'intervention : l'aide alimentaire aux très pauvres***

##### **Objectifs**

- S'assurer d'une couverture minimale des besoins essentiels en cas d'urgence
- Lutter contre la malnutrition dans des groupes à risque: femmes enceintes et allaitantes, enfants en bas âge

##### **Mesures ciblées sur les pauvres**

##### ***Distribution de vivres PAM dans des écoles et des centres de santé primaires en échange de l'amélioration des pratiques nutritionnelles par les mères***

Distribution de vivres PAM pendant les périodes où les ménages sont très dépendants du marché (Mars-Mai).

**Figure 6.2: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux**

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme du droit foncier	
Niveau méso	<p>Hausse des prix des produits agricoles au producteur</p> <p>Renforcer le rôle des CLCAM dans le crédit</p>	<p>Construction et entretien de voies rurales</p> <p>Développer formes alternatives de crédit</p> <p>Mobiliser l'épargne locale</p>	Construction et entretien de voies rurales
Niveau micro	<p>Réduction du prix des intrants aux pauvres sous condition.</p> <p>Favoriser l'achat d'équipement agricole par les plus pauvres sous condition.</p> <p>Ententes entre éleveurs et agriculteurs sur droits de transhumance du bétail</p> <p>Aide alimentaire contre travail aux plus pauvres</p> <p>Réduire le taux d'intérêt de certains prêts</p>	<p>Remembrement des terres</p> <p>Aide alimentaire pour groupes à risque sous condition.</p> <p>Location bail de certaines terres aux pauvres</p> <p>Encourager les améliorations foncières par les pauvres sous condition</p> <p>Location bail de certaines terres aux pauvres.</p>	

### **6.3 Deuxième domaine d'intervention : l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux**

#### ***Premier axe d'intervention : la santé***

##### Objectifs

- Améliorer l'accès aux soins de santé, en particulier des plus pauvres
- Améliorer la qualité des soins fournis
- Améliorer l'état sanitaire de la population rurale
- Lutter de façon efficace contre la malnutrition chronique
- Privilégier la médecine préventive par rapport à la médecine curative

### Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

#### *Financer et organiser une campagne nationale d'IEC*

Campagne d'Information, d'Education et de Communication sur la prévention des principales maladies (ex: mesures d'hygiène, allaitement au sein exclusif des bébés jusqu'à six mois), sur le traitement de maladies courantes (ex: TRO), intérêt de la vaccination et son suivi, méfaits de l'automédication.

#### *Equiper correctement les centres de soins de santé primaires en milieu rural*

Réorienter une partie du budget de la santé des zones urbaines vers les zones rurales, en particulier pour fournir les équipements et le matériel nécessaires aux Unités villageoises de santé, aux Complexes communaux de santé et aux maternités dans le contexte de la mise en place de zones sanitaires.

#### *Favoriser l'émergence de nouveaux centres de soins primaires*

A partir d'initiatives privées et communautaires. Par exemple les cliniques coopératives.

#### *Améliorer la formation des agents de santé primaires*

En particulier les matrones et les secouristes des UVS et les infirmières des CCS.

#### *Mettre en place au niveau de la zone un système d'information à base communautaire*

A partir de l'expérience pilote menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF dans 20 villages du Zou, dix villages du Borgou et dix villages de l'Atacora, mettre en place un SIBC pour permettre entre autres un suivi de la croissance des enfants et un suivi de la prévalence de certaines maladies. La participation active de la population permet de réduire considérablement les coûts et d'augmenter le niveau de conscience de la population par rapport aux questions sanitaires et nutritionnelles.

### Mesures ciblées sur les pauvres

#### *Encourager l'achat de moustiquaires par les pauvres*

L'utilisation de moustiquaires permettrait de réduire considérablement et à faible coût le paludisme, maladie endémique en milieu rural qui entraîne des souffrances, affaiblit la personne et la rend plus susceptible d'attraper d'autres maladies parfois mortelles et enfin réduit la productivité du travail. Une campagne nationale de sensibilisation des populations à l'achat, à l'utilisation et aux bienfaits des moustiquaires soutenue par le slogan "Un béninois en santé couche sous une moustiquaire" serait nécessaire. On pourra encourager la fabrication nationale des moustiquaires (créant ainsi de l'emploi) et la vente à prix très réduit des moustiquaires.

## ***Deuxième axe d'intervention : l'éducation***

### **Objectifs**

- Améliorer l'accès à l'éducation, en particulier des pauvres et des filles
- Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation
- Améliorer le niveau d'éducation de la population rurale
- Privilégier l'éducation primaire et professionnelle par rapport à l'éducation générale de niveaux secondaire et supérieur en milieu rural

### **Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux**

#### ***Revoir le contenu des programmes***

Privilégier l'apprentissage de connaissances fondamentales (français, calcul) et appliquées (techniques agricoles, techniques de transformation agro-alimentaire, hygiène, nutrition, santé, etc.). La langue d'enseignement devrait rester le français, seule langue de communication entre les nombreuses ethnies du pays et langue de l'administration et des bailleurs de fonds. Cependant la transition de la langue nationale au français devrait être progressive en première année.

#### ***Renforcer le programme national d'alphabétisation fonctionnelle***

Ce programme devrait permettre d'alphabétiser le maximum d'adultes et de leur donner un minimum de connaissances appliquées utiles pour leur milieu de vie.

### **Mesures ciblées sur les pauvres**

#### ***Réduire les coûts de la scolarisation des enfants de ménages pauvres***

L'Etat devra étendre son programme d'éducation primaire gratuite aux garçons des ménages ruraux en général et en particulier ceux des ménages pauvres. L'Etat devra fournir du matériel scolaire et oeuvrer pour la suppression de l'uniforme kaki en milieu rural.

**Figure 6.3: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux**

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC en pratiques sanitaires	Mise en place au niveau national d'un système d'information sanitaire à base communautaire	Revoir le contenu des programmes à l'école  Programme national d'alphabétisation fonctionnelle
Niveau méso	Réduire les coûts de scolarisation des pauvres sous condition	Equiper les centres de santé primaire  Formation des agents de santé primaire  Favoriser l'émergence de nouveaux centres de santé primaires.	
Niveau micro	Expérience pilote de fabrication et de vente de moustiquaires à prix subventionnés réduits aux pauvres	Si expérience pilote concluante, programme national de subvention de moustiquaires pour les pauvres.	

#### **6.4 Troisième domaine d'intervention : Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale**

##### ***Premier axe d'intervention: Décentraliser la prise de décision publique***

##### **Objectif**

- Rapprocher l'administration des ménages ruraux à la base
- Répondre mieux et plus vite aux besoins spécifiques de chaque communauté rurale

##### **Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux**

##### ***Réforme administrative***

Augmenter les pouvoirs de prise de décision et de dépenses des collectivités locales

##### ***Réforme de la fiscalité***

Transfert correspondant de ressources financières du niveau central vers les niveaux locaux

##### ***Actions de formation et d'information***

Formation des agents de la fonction publique à leurs nouveaux pouvoirs et responsabilités et information des populations rurales quant au nouveau fonctionnement des pouvoirs publics



***Deuxième axe d'intervention : Favoriser l'implication communautaire et individuelle des acteurs de la société civile dans la vie politique et sociale***

Objectifs

- Mieux refléter les points de vue des acteurs de la société civile dans les prises de décision
- Bénéficier de leurs initiatives individuelles et collectives, base du développement.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

*Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile aux instances locales*

Election de représentants

*Encourager les initiatives locales*

Qu'elles soient individuelles (secteur privé) ou collectives (associations de producteurs, de femmes, coopératives) par des petits financements

*Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales*

Il s'agit d'organiser des tables rondes régionales comme mécanisme de concertation entre l'Etat, et les principaux acteurs de la société civile concernés par un secteur (santé, éducation, crédit, etc.) ou une filière stratégique dans le but d'échanger de l'information, des points de vue et des propositions d'amélioration des performances du secteur ou de la filière étudiés.

***Troisième axe d'intervention: améliorer les services publics en milieu rural***

Objectifs

- Améliorer la disponibilité des services publics
- Augmenter la qualité de ces services
- Réduire le coût de ces services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

A titre d'exemple, prenons les services vétérinaires.

*Construction de centres de vente de produits vétérinaires dans les zones d'élevage qui en manquent*

*Financement et organisation de campagnes de vaccination*

*Revalorisation des salaires et intéressement financier du personnel des services vétérinaires*

Pourcentage de leur salaire selon la performance collective du service vétérinaire et la performance individuelle (critères techniques et degré de satisfaction de la clientèle. Cette réforme suppose au préalable une bonne campagne d'explication de l'approche client et de formation auprès du personnel et des bénéficiaires.

**Figure 6.4: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale**

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme administrative Réforme fiscale Revalorisation des salaires et intéressement financier des agents de l'Etat Formation des agents de l'Etat et information de la population	
Niveau méso		Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales.	
Niveau micro		Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile dans les instances locales Encourager les initiatives locales	Amélioration de la disponibilité, de la qualité des services publics et réduction de leur coût

#### **6.5. Quatrième domaine d'intervention : la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural**

*Axe d'intervention : Mettre en place un système d'information sur la parenté responsable*

##### Objectifs

- Permettre aux parents de prendre d'un commun accord une décision volontaire et éclairée sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent
- Maintenir un équilibre entre la population et la base de ressources naturelles dans une perspective de développement durable et de pérennisation des bienfaits des autres actions entreprises pour améliorer les conditions de vie rurale.

### Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

#### *Campagne IEC*

Mettre en place une campagne IEC sur la parenté responsable, sur les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

#### *Disponibilité de services publics*

Rendre disponible aux personnes qui le souhaitent les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

#### *Mise en place d'une politique familiale*

Finalisation d'un code de la famille qui respecte les traditions culturelles dans la mesure où elles vont dans le sens de la reconnaissance des droits universels des femmes tels que reconnus à la conférence de Beijing de 1995.

**Figure 6.5: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural**

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC sur la parenté responsable	Mise en place d'une politique familiale	
Niveau méso			
Niveau micro		Disponibilité de services publics pour mettre en application la parenté responsable	